



**Service canadien de renseignements criminels**  
**Rapport annuel sur le crime organisé au Canada**

**1999**

**RÉDACTEUR PRINCIPAL**

Richard Philippe  
Directeur

Service canadien de renseignements criminels

**RÉDACTEUR EN CHEF**

Angus Smith  
Sous-direction des analyses criminelles  
Direction des renseignements criminels  
Gendarmerie Royale du Canada

**RÉDACTEUR ADJOINT**

Susan Kavanagh  
Service canadien de renseignements criminels

**GRAPHIQUES**

Bill McMillan  
Directeur artistique  
Groupe du graphisme  
Gendarmerie Royale du Canada

**DESSIN**

Ann Jakeman

Préparer pour l'Internet

Richard Forgiel  
Unité du SARC  
Service canadien de renseignements criminels

Pour tout renseignement sur la présente publication, s'adresser au :  
Directeur du Service canadien de renseignements criminels  
1200, promenade Vanier  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0R2

Cat# : JS61-8/1999  
ISBN : 0-662-64351-8  
ISSN : 0839-6728  
PAID: 407

## **TABLE DES MATIÈRES**

---

- Sommaire
- Message du Président
- Message du Directeur
- Priorités nationales
- Autres types de criminalités d'importances
- À propos de ce document

## SOMMAIRE

Le présent rapport offre une vue d'ensemble des groupes du crime organisé et de leurs activités; il se fonde sur les renseignements et les rapports d'enquête de services canadiens et internationaux d'application de la loi. En particulier, le SCRC compte beaucoup sur les renseignements provenant des services membres du SCRC partout au Canada. Le SCRC travaille également en étroite collaboration avec la Direction des renseignements criminels de la GRC pour la collecte et l'analyse des renseignements sur le crime organisé et pour la préparation du présent rapport.

Le SCRC suit de près et fait rapport sur les priorités nationales touchant le crime organisé, portant sur les groupes du crime organisé de souche asiatique, est-européenne et italienne et les bandes de motards criminalisés. Le SCRC poursuit également des projets de surveillance touchant l'exploitation sexuelle des enfants, dirige une service anticontrebande qui s'occupe d'autres questions prioritaires comme le crime organisé de souche autochtone, le transport illégal d'armes à feu et le crime organisé dans les ports de mer. Le présent rapport s'intéresse également à certains questions nouvelles qui intéressent nos partenaires, par exemple, le jeu illégal et la criminalité technologique. La table des matières reflète bien les préoccupations et les intérêts du SCRC et de ses partenaires.

Les groupes du crime organisé de souche asiatique continuent de représenter une menace importante pour la sécurité publique dans l'ensemble du Canada. Ces groupes demeurent la principale source d'héroïne au Canada et s'impliquent de plus en plus dans le trafic de la cocaïne. Les arrestations effectuées à Vancouver ont porté un dur coup à un réseau criminel international de souche asiatique qui opérait au Canada, aux États-Unis, à Hong-Kong, à Macau, et en Thaïlande.

Au Canada, les groupes du crime organisé de souche est-européenne ont de bons contacts criminels en Russie, en Europe et aux États-Unis et opèrent comme des parties intégrantes de vastes réseaux criminels internationaux. Dans certaines régions du Canada, ils s'impliquent de plus en plus dans le trafic de la drogue.

Malgré le succès des opérations policières contre la mafia sicilienne, le crime organisé de souche italienne continue de constituer une menace pour le Canada. Il continue de s'infiltrer dans l'économie légitime. Le recyclage d'argent continuera d'être une des principales activités de ce groupe.

La bande des HELLS ANGELS est une des organisations criminelles les plus puissantes et les mieux structurées au Canada. En 1998, cette bande a formé deux nouveaux chapitres, l'un en Colombie-Britannique et l'autre en Saskatchewan, et elle compte maintenant 16 chapitres au pays. L'établissement d'un chapitre en Ontario demeure un objectif des HELLS ANGELS.

La distribution de pédopornographie continue d'augmenter, grâce à l'Internet. La décision de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique statuant que la loi canadienne sur la pédopornographie enfreint la Charte canadienne des droits et libertés a ébranlé tout le système judiciaire, aussi bien que l'ensemble de la société.

Toutes les organisations criminelles importantes sont impliquées dans la contrebande de drogues illégales vers le Canada et hors du Canada. La contrebande comprend le trafic d'autres produits tels que le tabac, l'alcool, les bijoux et les véhicules volés à l'intérieur du Canada et de part et d'autre de la frontière canado-américaine. Les territoires des Premières nations semblent offrir une voie d'acheminement importante pour la contrebande d'armes à feu illégales à destination du Canada. Les contrebandiers continuent de privilégier surtout les ports de mer.

La contrebande de migrants illégaux résulte directement des bouleversements politiques internationaux et des difficultés économiques. La contrebande de migrants illégaux au Canada est une entreprise lucrative et en pleine croissance.

La première mine de diamants au Canada est officiellement exploitée depuis le mois d'octobre 1998. Selon des sources internationales policières et industrielles, le crime organisé trempe souvent dans la contrebande et le vol au détriment de l'industrie minière.

Il ne fait aucun doute que le crime organisé et les entreprises criminelles qui soutiennent le jeu illégal en tirent profit. C'est pourquoi le Service canadien de renseignements criminels a lancé une initiative nationale de lutte au jeu illégal en 1998, en partenariat avec l'Ontario Illegal Gaming Enforcement Unit. Avec la mise en oeuvre d'un projet sur le jeu illégal au SCRC et l'influx correspondant de renseignements sur le jeu, on en saura davantage sur l'ampleur du problème.

Bien que la technologie ne modifie pas fondamentalement la nature de la criminalité, elle permet aux criminels de fonctionner de manière plus sécuritaire, plus efficace et plus clandestine qu'auparavant. La juridiction complique infiniment les enquêtes sur les délits informatiques. L'élaboration de codes de déontologie, de lois et de réseaux de communication fonctionnels est une tâche complexe et fastidieuse qui représente un défi de taille pour les services d'application de la loi.

Le problème de l'an 2000 soulève plusieurs inquiétudes en matière d'application de la loi. On a mis en oeuvre le projet SOLSTICE, un effort concerté de plusieurs organismes incluant la GRC, le Service canadien de renseignements criminels, le ministère de la Défense nationale, le Service canadien du renseignement de sécurité, les services canadiens d'application de la loi et DOMUS Security Division Group LGS Inc., pour compléter les projets entrepris pour l'an 2000 par les ministères fédéraux et les organismes d'application de la loi. L'objectif du

projet SOLSTICE est la sensibilisation et la prévention de toute activité criminelle.

**MESSAGE DU PRÉSIDENT  
SERVICE CANADIEN DE RENSEIGNEMENTS CRIMINELS  
COMMISSAIRE J.P.R. MURRAY**



En tant que Canadiens, nous sommes fiers de vivre dans un pays stable où règne la loi et l'ordre et qui, à quelques exceptions près, est relativement exempt de criminalité grave et violente. Bon nombre d'entre nous croyons que le crime organisé est strictement un phénomène étranger, mais il est bien présent au pays, dans nos collectivités. Et ce phénomène a de profondes conséquences sur notre vie sociale, économique et personnelle.

Le crime organisé est en grande partie invisible. C'est ce qui a toujours été sa grande force. Contrairement à la criminalité ordinaire, il ne se manifeste pas immédiatement par des carreaux brisés, une épidémie soudaine d'entrées par effraction ou une augmentation subite du taux de meurtre. Mais il faut demeurer vigilant : nous ne pouvons pas nous permettre d'ignorer le crime organisé simplement parce que ses effets ne nous sont pas immédiatement apparents.

Le présent document se propose de rendre le crime organisé visible, de le priver de l'écran derrière lequel il dissimule ses activités quotidiennes. Nous y verrons que la violence liée à la drogue affecte la vie de gens innocents, que notre système de traitement des immigrants et des réfugiés risque d'être compromis par

la contrebande de migrants illégaux, que la contrebande d'alcool et de tabac menace notre régime fiscal, que même des petits criminels sans envergure sont liés à des organisations internationales complexes, que les crimes économiques et technologiques supposément «sans victimes» mettent en danger toute la structure économique du pays. Et tout cela ne constitue qu'un aspect du vrai visage du crime organisé.

Il est clair que le crime organisé est bien présent au Canada et qu'il peut toucher chacun d'entre nous, parfois avec des conséquences désastreuses. Ce que nous exigeons, en tant que nation, en tant que société, c'est de l'action. Le SCRC et tous ses partenaires de la force publique ont engagé le combat contre le crime organisé et sont résolus à le faire disparaître partout où il se manifeste, aussi bien au pays qu'à l'étranger.

Le document que vous allez lire est le fruit d'un effort collectif de plus de 350 services. Il illustre bien la détermination du SCRC de promouvoir les initiatives de lutte contre le crime organisée comme faisant partie de la mission commune de tous les Canadiens aussi bien que des organismes de police et d'application de la loi. Dans cette chronique parfois troublante, parfois même sordide des activités du crime organisé, cette détermination pourrait donc s'avérer le trait marquant du présent *Rapport annuel du SCRC sur le crime organisé au Canada*.

**MESSAGE DU DIRECTEUR**  
**SERVICE CANADIEN DE RENSEIGNEMENTS CRIMINELS**  
**RICHARD PHILIPPE**



Les partenariats font la force du Service canadien de renseignements criminels. Le SCRC encourage la répression criminelle axée sur les renseignements et est conscient de l'importance de recueillir de l'information et des solutions auprès de sources variées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la collectivité policière. Le SCRC poursuivra et intensifiera sa collaboration avec les organismes d'application de la loi, les organisations et institutions sociales, les chercheurs universitaires et le public dans le cadre de programmes d'éducation, de mise en commun de l'information et de prévention. Il s'agit pour lui d'un investissement stratégique dont tireront parti les générations futures.

Les organisations criminelles réalisent chaque année des profits de plusieurs milliards de dollars. Elles nuisent à tous les Canadiens puisqu'elles minent l'économie nationale et menacent l'intégrité de nos institutions politiques. C'est en grande partie la mondialisation du crime organisé et le perfectionnement de la technologie qui ont placé ce fléau au premier plan dans les années 90. Les services de police et les organismes d'application de la loi seront mis au défi plus que jamais au cours du prochain millénaire, car il est de plus en plus facile pour les criminels de mener des activités transnationales, telles que le passage d'illégaux, les fraudes internationales par télémarketing et le jeu sur Internet.

Le SCRC espère que les renseignements contenus dans le présent rapport permettront à ses partenaires et à tous les Canadiens de l'aider à lutter contre le crime organisé.

Nous tenons encore une fois à remercier nos bureaux provinciaux, dont les survols régionaux nous ont été des plus précieux, ainsi que nos partenaires pour leur appui.

## **TABLE DES MATIÈRES**

---

### **PRIORITÉS NATIONALES EN MATIÈRE DE RENSEIGNEMENTS**

- **LE CRIME ORGANISÉ DE SOUCHE ASIATIQUE**
- **LE CRIME ORGANISÉ DE SOUCHE EST- EUROPÉENNE (COSEE)**
- **LE CRIME ORGANISÉ DE SOUCHE ITALIENNE**
- **BANDES DE MOTARDS CRIMINALISÉS**
- **EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS**

## AUTRES ASPECTS SURVEILLÉS ET ÉLÉMENTS NOUVEAUX

- CONTREBANDE (incluant de l'information tirée des projets sur le crime organisé de souche autochtone, le transport illégal d'armes à feu et le crime organisé dans les ports de mer)
- MIGRATION ILLÉGALE
- LE CRIME ORGANISÉ ET LA NOUVELLE INDUSTRIE MINIERE DIAMANTIFERE
- JEU ILLÉGAL
- CRIMINALITÉ TECHNOLOGIQUE
- L'AN 2000 ET LA MENACE CRIMINELLE

## CRIME ORGANISÉ DE SOUCHE ASIATIQUE

### Faits saillants

- Les groupes du crime organisé de souche asiatique demeurent les principaux fournisseurs d'héroïne au Canada et font de plus en plus le trafic de la cocaïne.
- Les organisations criminelles de souche asiatique sont très impliquées dans la contrebande d'illégaux et donnent dans les crimes de violence comme la fusillade, l'invasion de domicile, l'enlèvement et l'extorsion.
- Au Canada, les groupes criminels de souche asiatique ont noué des liens avec d'autres groupes du crime organisé, au pays et à l'étranger.
- Les arrestations effectuées à Vancouver en juin 1999 ont porté un dur coup à un réseau criminel international de souche asiatique qui opérait au Canada, aux États-Unis, à Hong-Kong, à Macau et en Thaïlande.

### *Aperçu national*

Les groupes organisés de souche asiatique, en particulier le DAI HUEN JAI et les bandes de souche vietnamienne, continuent de représenter une menace importante pour la sécurité publique dans l'ensemble du Canada. Les groupes vietnamiens sont reconnus pour leur extrême violence et leur emploi d'armes automatiques. Dans plusieurs villes, les bandes de souche asiatique deviennent de plus en plus violentes. La plupart de ces bandes ont des rapports directs avec des groupes plus évolués du crime organisé asiatique.

Le crime organisé de souche asiatique (COSA) exerce un contrôle presque exclusif sur l'importation et la distribution de l'héroïne. Il collabore avec des groupes du crime organisé de souche italienne et de souche colombienne et des bandes de motards criminalisés dans certains projets touchant la drogue.

La production et l'utilisation de cartes de crédit contrefaites est une autre entreprise criminelle dominée par le COSA. En employant la plus récente

technologie d'«écrémage», les groupes asiatiques élaborent davantage leurs combines déjà étendues de fraude à la carte de crédit. L'écrémage est la saisie illégale des données électroniques inscrites sur les cartes de crédit légitimes. Les données captées grâce à un lecteur de carte dissimulé sont ensuite inscrites sur des cartes de crédit contrefaites.

La contrebande de migrants illégaux venant de Chine continue d'occasionner bien des soucis aux services d'application de la loi. Si la plupart de ces illégaux se rendent aux États-Unis via le Canada, un nombre croissant choisit de rester au Canada.

Dans plusieurs provinces, le COSA introduit le jeu illégal et le prêt usuraire dans les casinos légaux. La violence et les troubles sociaux qui en résultent, de même le capital accru disponible à investir dans l'importation de drogues, préoccupent aussi grandement les services d'application de la loi.

Les groupes du COSA continuent de tremper dans la prostitution, le vol de voitures, l'accident d'automobile frauduleux, la fraude en matière de prestations de bien-être social et d'assurance-emploi, la contrebande, le meurtre commandé, l'agression, l'extorsion et la corruption.

### *Aperçu régional*

Les groupes du COSA actifs en Colombie-Britannique incluent le DAI HUEN JAI (aussi connu comme les Big Circle Boys ou BCB), le Lotus et de nombreuses autres bandes vietnamiennes et chinoises. Les membres du DAI HUEN JAI sont essentiellement des Chinois du sud de la Chine, tandis que ceux du Lotus sont principalement des Chinois nés au Canada. Les criminels asiatiques se rendent en Asie du Sud-Est, en Australie, aux États-Unis et dans l'est du Canada. En Colombie-Britannique, les activités criminelles du COSA incluent le trafic et l'importation de drogues, le vol d'automobiles, le vol par effraction (invasion domiciliaire), la fraude à la carte de crédit, la fraude, le jeu, l'extorsion,

l'agression, la prostitution, le vol à l'étalage organisé, l'entrée par effraction, le vol à main armée, l'enlèvement et le meurtre.

En Colombie-Britannique, les groupes du COSA partagent avec les bandes des Indes orientales et de bandes de motards criminalisés le trafic au niveau de la rue de l'héroïne et de la cocaïne.

Les importateurs et les trafiquants de drogue du COSA sont établis à Vancouver et entretiennent des liens étroits avec des acolytes dans d'autres parties du Canada. Le trafic de la drogue est la principale activité criminelle à Vancouver, tandis que le Federal Bureau of Investigation (FBI) et la Drug Enforcement Administration (DEA) des États-Unis déclarent que le Canada est en cause dans bon nombre de leurs enquêtes principales sur l'héroïne de l'Asie du Sud-Est. Dans certains cas, on a stocké de l'héroïne en Colombie-Britannique en vue de son expédition dans l'est du Canada ou aux États-Unis.

Les criminels vietnamiens tentent d'établir des contacts afin de pouvoir importer eux-mêmes de l'héroïne directement du Triangle d'or, via la Chine ou le Vietnam. Il s'agit d'importations sur une moins grande échelle (moins de 5 kg) en utilisant des passeurs. L'héroïne est acheminée en Colombie-Britannique en vue de sa distribution ultérieure partout en Amérique du Nord. Les criminels vietnamiens s'impliquent davantage dans la distribution de la cocaïne, la culture de la marijuana et plus récemment, la fabrication de méthamphétamine.

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, des ressortissants canadiens ont été arrêtés à l'issue de plusieurs grosses saisies d'héroïne en Australie, où ils étaient directement liés aux opérations. Bon nombre des Canadiens identifiés sont d'anciens ressortissants de Hong-Kong ou de la Chine. Ces réseaux ont des liens directs avec les principales cibles, qui résident en Chine, à Hong-Kong et en Thaïlande, et ils présentent un intérêt particulier pour les services de police respectifs de ces pays.

En novembre 1998, la Section antidrogue du Grand Vancouver de la GRC a saisi en Colombie-Britannique 70 kg d'héroïne dont la pureté pouvait atteindre 90 %. Il s'agissait de la deuxième plus grosse saisie d'héroïne de l'histoire de la Colombie-Britannique, d'une valeur approximative de 14 millions de dollars. L'enquête a mis l'accent sur les grandes opérations d'importation d'héroïne mettant en cause les échelons supérieurs d'un groupe du crime organisé asiatique. Plusieurs pays ont participé à ce projet d'envergure internationale, dont la Chine, Hong-Kong, l'Australie, le Canada et les États-Unis, de même que le Service de police de Toronto et divers services de police américains et australiens. Le groupe visé par l'enquête croyait pouvoir fixer les prix du marché de l'héroïne en contrôlant l'approvisionnement. Des personnes associées à l'organisation en cause produisaient aussi des cartes de crédit et des documents contrefaits et faisaient entrer clandestinement des migrants illégaux au Canada. Des enquêtes récentes ont démontré que des opérations d'importation de cette envergure se poursuivent toujours.

Un autre projet d'enquête visait des organisations des triades de Los Angeles et de San Francisco. Deux membres de ce groupe criminel ont exercé des activités criminelles à Vancouver, en Californie et dans la région de Boston, incluant le vol de véhicules pour expédition en Chine, le meurtre d'un résident de Coquitlam et l'exportation d'héroïne aux É.-U. en échange de cocaïne aux fins de distribution à Vancouver.

Les renseignements indiquent que dans la région Kamloops, les criminels asiatiques contrôlent la majeure partie du commerce de l'héroïne et de la cocaïne. Les Vietnamiens semblent aussi contrôler de 80 à 85 % du commerce de l'héroïne et de la cocaïne sur la partie du nord de l'île de Vancouver.

En dehors du commerce de l'héroïne et de la cocaïne, les criminels vietnamiens du nord de l'île de Vancouver sont passés aux opérations de culture de marijuana et à la fabrication de méthamphétamine. À Vancouver, près de 80 %

des opérations de culture hydroponique de marijuana faisant l'objet d'enquêtes policières seraient dirigées par des criminels vietnamiens.

On constate une tendance visant à introduire l'héroïne et la cocaïne dans de nouveaux marchés, notamment chez les jeunes de classe moyenne. Les groupes criminels asiatiques de la vallée du bas Fraser exploitent maintenant une «franchise de commande de drogue par téléphone» et des services de livraison leur permettant aussi d'étendre leur clientèle.

En plus de l'importation et du trafic des stupéfiants, le crime organisé de souche asiatique a également développé ses autres entreprises criminelles en Colombie-Britannique.

Vers la fin du mois de décembre 1998, un enlèvement avec violence assorti d'une demande de rançon s'est produit à Richmond. La police a réussi à sauver la jeune fille de 18 ans, qui avait été battue, droguée et agressée sexuellement. Au cours d'une entrevue avec les médias, un membre du service de police de New-York ayant eu à s'occuper de nombreux enlèvements perpétrés par des Asiatiques, a déclaré que les immigrants de Hong-Kong pourraient devenir les principales cibles d'enlèvement des bandes criminelles asiatiques, car bon nombre d'entre eux aurait transféré leurs avoirs financiers en Colombie-Britannique.

Le COSA continue d'employer la violence pour régler des différends internes. En juin 1998, le chef d'un des gangs vietnamiens les plus actifs dans le sud de la Colombie-Britannique a été assassiné. Jimmy NGUYEN Sang Van a été criblé de 10 à 20 projectiles d'arme automatique.

Les criminels vietnamiens continuent de profiter des peines peu sévères imposées dans le cas de crimes contre la propriété. Les grands réseaux de vol à l'étalage dirigés par le COSA continuent d'alimenter les maisons de recel où les

objets volés sont vendus à grand rabais à une clientèle choisie. Ces opérations rapportent des millions de dollars et emploient souvent des récidivistes.

Les groupes vietnamiens organisés qui organisent des accidents d'autos frauduleux préoccupent grandement l'Insurance Corporation of British Columbia (ICBC) qui a accru sa collaboration avec les services d'application de la loi. L'ICBC commence à faire appel aux tribunaux pour tenter de dissuader ces groupes en les privant des profits de leurs entreprises criminelles.

En 1998, une cellule du DAI HUEN JAI s'est occupée du transport de Toronto à Vancouver de plus d'un million de dollars de fausse monnaie, comprenant des billets canadiens de 100 \$ et de 50 \$ et des billets américains de 50 \$. La cellule a distribué ces billets à d'autres groupes criminels partout dans la province, y compris aux organisations indo-canadiennes de trafic de drogue.

Les arrestations les plus récentes effectuées en Colombie-Britannique représentent le plus dur coup porté à la criminalité de souche asiatique au Canada depuis une décennie. Deux projets qui ont duré plus de deux ans, ont mené à l'arrestation de 32 suspects impliqués dans l'importation d'héroïne, la contrefaçon de cartes de crédit, le jeu illégal, le prêt usuraire, l'entrave à la justice, l'extorsion, le vol de voitures, la contrebande et la fusillade en automobile. Les accusés vivaient à Victoria, à Vancouver, à Hong-Kong, à San Juan et à Las Vegas. Les pistes des enquêtes menaient au Canada, aux États-Unis, à Porto-Rico, à Hong-Kong et en Thaïlande. Les dirigeants criminels recrutaient et employaient une bande de rue comptant plus de 200 membres dans la vallée du bas Fraser.

En Alberta, le COSA continue de subir l'influence profonde de la mobilité des criminels de souche asiatique de Vancouver et de Toronto, qui sont impliqués dans la contrebande, la distribution de fausse monnaie et l'utilisation de cartes de crédit contrefaites. Les groupes locaux continuent de s'adonner aux délits liés au jeu et aux crimes contre la propriété. La cocaïne reste la drogue illicite

prédominante et la principale source de revenus des criminels asiatiques, mais l'héroïne est de plus en plus présente.

En Alberta, le trafic de l'héroïne est contrôlé par le COSA et approvisionné depuis l'Asie du Sud-Est, par l'entremise de sources à Vancouver. Des réseaux de trafiquants de drogue chinois et vietnamiens de Calgary et d'Edmonton ont établi une présence permanente dans les Territoires du Nord-Ouest. En 1998, la GRC a réussi à faire enquête et à tenter des poursuites contre plusieurs gros bonnets à Yellowknife.

Au cours de l'été de 1998, on a assisté à une épidémie de fraude à la carte de crédit contrefaite à Edmonton. Calgary est victime d'une série d'infractions liées à l'argent contrefait mettant en cause des criminels asiatiques. L'arrestation, à Regina et à Revelstoke, de criminels asiatiques qui distribuent des faux billets canadiens de 100 \$ produits par le DAI HUEN JAI à Toronto, et distribués par une cellule du DAI HUEN JAI à Vancouver, atteste de la mobilité des groupes de criminels asiatiques et de leur capacité d'établir des réseaux et d'acheter des marchandises de contrebande partout au pays.

La tentative de meurtre à l'endroit d'un individu à Calgary démontre bien l'existence d'un lien solide entre Calgary et Vancouver. Cet individu avait été accusé par des membres de la bande de s'immiscer dans un plan visant à obtenir des filles de l'endroit pour un groupe impliqué dans la prostitution dans la vallée du bas Fraser, en Colombie-Britannique. Il cherchait à sensibiliser les filles aux méfaits de la prostitution. Ses démarches ont été perçues comme une atteinte aux affaires de la bande. On a fait appel à plusieurs membres du gang de Surrey pour attaquer la victime en guise de représailles. Ce groupe a été trouvé coupable d'avoir poignardé la victime et tiré sur elle après avoir forcé la porte de sa maison de Calgary.

Des criminels asiatiques ont profité des casinos légaux de Calgary pour tricher au jeu et s'adonner au prêt usuraire et au trafic de la drogue.

En Saskatchewan, les principaux centres d'activités du crime organisé de souche asiatique demeurent les grandes villes. Par le passé, cette province a été à l'origine d'entreprises criminelles asiatiques, comme la fraude à la carte de crédit, la contrefaçon et l'immigration illégale, menées à terme dans une autre région. Depuis un an, il est évident que ces activités criminelles se poursuivent et deviennent de plus en plus complexes.

En réaction à la présence de la nouvelle section des HELLS ANGELS de Saskatoon, les trafiquants de drogue asiatiques ont redoublé d'ardeur pour tenter de conserver leur clientèle dans un marché récemment devenu concurrentiel. Les groupes asiatiques ont ensemble décidé de s'installer à Lloydminster, une région historiquement approvisionnée par les bandes de motards criminalisés. Certains groupes asiatiques essaieraient d'augmenter leur part du marché de la drogue à Regina, précisément parce que les HELLS ANGELS n'y sont pas solidement établis.

Certains criminels appartenant aux milieux d'affaires asiatiques continuent de faire de la contrebande de cigarettes, de spiritueux et d'autres produits. Le jeu illégal se pratique encore dans des pièces à l'arrière de restaurants et d'entreprises et dans des résidences. La prostitution a également cours dans ces lieux, aussi bien qu'à travers des contacts téléphoniques.

En Ontario, le COSA se compose de quatre éléments : les triades, les bandes, le DAI HUEN JAI (BCB) et les réseaux criminels. Ces organisations criminelles se livrent à de nombreuses activités et partagent régulièrement leur expertise et leur personnel.

En Ontario comme dans les autres provinces, l'importation d'héroïne compte parmi les infractions les plus profitables et prolifiques du COSA. L'héroïne de la Thaïlande et de la Chine, d'une pureté pouvant atteindre 99 %, est essentiellement sous le contrôle du DAI HUEN JAI dans la région du Grand Toronto. Si le DAI HUEN JAI est le principal importateur d'héroïne au Canada,

les bandes vietnamiennes sont surtout responsables de sa distribution dans les rues.

À Toronto, des groupes criminels de souche asiatique n'hésitent pas à user de violence, particulièrement au cours de détournements d'automobiles. Plusieurs de ces véhicules sont expédiés en contrebande en Asie. La forte demande touchant les véhicules de luxe qui y règne correspond au manque de concessionnaires automobiles et aux tarifs élevés qui y sont imposés sur les véhicules importés. Tant que ces conditions prévaudront, les groupes criminels de souche asiatique au Canada continueront de voler certains véhicules pour les expédier outre-mer.

Les groupes du COSA de l'Ontario et leurs acolytes ont accès à des armes à feu très puissantes et ont été impliqués dans des actes d'une violence extrême. Ils ont commis plusieurs meurtres, habituellement à cause de différends territoriaux. Il n'est pas exceptionnel pour les membres d'une bande de l'Ontario d'y faire venir des criminels d'autres collectivités asiatiques d'Amérique du Nord pour y commettre des crimes violents. En outre, les membres des bandes de l'Ontario qui y commettent des crimes violents se réfugient souvent dans d'autres collectivités asiatiques à l'extérieur de la province.

Certaines bandes de rue violentes sont actives dans la région du Grand Toronto, à Hamilton et à Ottawa. Ces bandes sont de souche asiatique, mais elles comptent aussi des membres provenant d'autres groupes ethniques.

En 1998, les autorités canadiennes et américaines ont démantelé deux réseaux de contrebande d'illégaux de souche asiatique et ont arrêté 47 contrebandiers. Pendant deux ans au moins, ces groupes ont fait entrer clandestinement dans l'État de New York près de 3 600 immigrants chinois illégaux venant de la province de Foukien, via Vancouver et Toronto. Les contrebandiers faisaient entrer de 100 à 150 migrants par mois aux États-Unis, au coût d'environ 47 000 \$ É.-U. par personne, pour un profit total de quelque 170 millions de dollars É.-U. en deux ans.

En 1998, une enquête portait sur la contrebande d'illégaux de la Chine à Toronto a nécessité l'aide de la GRC, du Groupe interpolice de la criminalité asiatique de Toronto, de Citoyenneté et Immigration Canada et du US Immigration and Naturalization Service. Un certain nombre de groupes de contrebandiers organisés font entrer des individus de la Chine à Toronto, puis à New York, au moyen de faux documents. En décembre 1998, onze personnes ont été arrêtées et accusées au Canada et 30 autres ont été arrêtées et accusées aux États-Unis.

Les personnes qui entrent illégalement au Canada sont souvent en route vers les États-Unis et voyagent munis de faux documents que leur fournissent les organisations criminelles. De nombreux illégaux voyagent dans des conditions inhumaines et parfois mortellement dangereuses. Ils sont souvent forcés de rembourser leur dette en se livrant à des activités criminelles. Ces dernières années, plusieurs milliers de Fukiens sont restés au Canada après être entrés au pays illégalement.

Selon un porte-parole de Visa, les groupes du COSA seraient responsables de la fabrication et de la distribution de 75 à 80 % de toutes les cartes de paiement canadiennes contrefaites en usage à l'échelle mondiale. Cette forme d'activité criminelle est surtout concentrée à Toronto, à Vancouver et à Montréal. Les criminels de souche asiatique trempent également dans la contrefaçon de cartes de crédit, encouragés par leur réseaux internationaux qui leur permettent un partage d'expertise et un échange de personnel.

Le DAI HUEN JAI est le principal responsable des activités liées aux cartes de crédit contrefaites dans le monde. Il ne cesse de mettre au point de nouvelles technologies pour déjouer les dispositifs de sécurité adoptés régulièrement par les compagnies de cartes de crédit. En décembre 1998, le Groupe interpolice de la criminalité asiatique de Toronto a démantelé un groupe important du DAI HUEN JAI spécialisé dans les cartes de crédit contrefaites.

Par ailleurs, plusieurs membres du BCB à Toronto et à Vancouver ont été reliés à la fabrication et à la distribution de faux billets canadiens de 100 \$. Plusieurs

complices d'origine asiatique et est-eruo péenne prévoyaient employer les produits des transactions effectuées à l'aide de cartes de crédit illicites pour financer la fabrication de faux billets.

Au Québec, le crime organisé de souche asiatique est présent dans la région du Grand Montréal presque exclusivement. Environ 30 groupes trempent dans l'importation et l'exportation de stupéfiants, la fraude à la carte de crédit, la distribution de fausse monnaie, l'extorsion, la prostitution, l'invasion de domicile, l'agression, la contrebande d'illégaux et la contrebande d'alcool et de cigarettes.

Près de 20 de ces groupes opèrent au niveau national ou international. À Montréal, le COSA est dominé par des individus de souche vietnamienne ou chinoise, nés au Vietnam. Montréal compte deux bandes de rue qui ont eu des différends violents par le passé. La bande Red Blood est surtout composée de jeunes Cambodgiens et Laotiens, tandis que la bande des Black Dragons est essentiellement formée de jeunes Vietnamiens. Les Black Dragons ont l'appui d'un groupe du COSA plus évolué ayant des liens internationaux.

L'extorsion fondée sur les besoins financiers d'un puissant chef de bande vietnamien de Boston a pris fin à Montréal. TRUONG Chi Trung a semé la terreur à Montréal et à Toronto au début des années 1990. Après avoir été arrêté au Canada et incarcéré à Boston, sa bande a été impliquée dans plusieurs combines d'extorsion visant à recueillir de l'argent pour régler ses frais juridiques. Au début de l'année 1998, TRUONG a été condamné à un minimum de 22 années de prison.

Une des marques de commerce du COSA au Canada est sa mobilité. Des groupes de Toronto et de Montréal se sont rendus au Nouveau-Brunswick pour y distribuer de la fausse monnaie et y obtenir des données de crédit à utiliser plus tard sur des cartes de crédit contrefaites. Des membres d'une bande vietnamienne de Montréal ont été appréhendés à St. John alors qu'ils y distribuaient des faux billets canadiens de 100 \$ produits par des groupes du DAI HUEN JAI de Toronto.

À un moment donné, des groupes du COSA ont tenté d'organiser des jeux illégaux assortis d'enjeux élevés à St. John's, Terre-Neuve. Les peines sévères décernées aux criminels trouvés coupables au tout début de l'opération semblent avoir dissuadé tous les autres de poursuivre l'entreprise.

**Perspective**

- Le crime organisé de souche asiatique va continuer de dominer le trafic de l'héroïne et la contrebande d'illégaux en provenance de l'Asie. Il va aussi s'impliquer davantage dans d'autres types de contrebande.
- Les organisations criminelles asiatiques vont continuer de nouer des alliances avec d'autres groupes du crime organisé afin de faciliter leurs activités illégales. Dans certaines régions, toutefois, la violence risque d'éclater s'ils empiètent sur des territoires et des marchés de drogue établis.
- Puisque les organisations criminelles de souche asiatique continuent de fonctionner en groupes aux liens étroits, elles vont continuer de poser un défi pour la police et les services d'application de la loi.

## CRIME ORGANISÉ DE SOUCHE EST-EUROPÉENNE

### Faits saillants

- Le crime organisé de souche est-européenne étend ses tentacules partout au Canada, mais il concentre ses activités dans les régions de Toronto, de Montréal et de Vancouver.
- Au Canada, les organisations criminelles de souche est-européenne ont de bons contacts criminels en Russie, en Europe et aux États-Unis et opèrent comme des parties intégrantes de vastes réseaux criminels internationaux.
- Partout au Canada, les organisations criminelles de souche est-européenne sont étroitement reliées entre elles et ont établi des liens avec d'autres organisations criminelles.
- Au Canada, le crime organisé de souche est-européenne s'implique de plus en plus dans le trafic de la drogue.

### *Aperçu national*

Au Canada, l'activité du crime organisé de souche est-européenne (COSEE) continue de s'étendre et de prendre de l'ampleur. Depuis ses débuts, de 1990 à 1995, dans la région de Toronto, le COSEE a réussi à étendre son influence un peu partout au pays. On a surtout constaté la présence des groupes du COSEE en Ontario, en Colombie-Britannique et au Québec. Une partie de ces activités s'est étendue aux Prairies et selon une information récente, ces groupes seraient déjà actifs dans les Maritimes.

Le COSEE est impliqué dans diverses activités au Canada : extorsion, meurtre, prostitution, contrebande de drogue (cocaïne, héroïne et stéroïdes), de tabac et d'armes, fraude organisée en matière d'immigration et divers types de crime financier.

De nombreux éléments du crime organisé de souche est-européenne immigrés au Canada ont tenté de se distancer des aspects illégaux de leurs opérations en se lançant dans des entreprises commerciales légitimes, mais habituellement financées grâce aux produits de la criminalité.

Au Canada, les groupes du COSEE ont trempé dans la fabrication et l'utilisation d'argent et de documents d'identité contrefaits; ils ont organisé des réseaux de vol à l'étalage ainsi que le vol de vastes quantités de produits de consommation pour les expédier en Russie et ailleurs. Cette activité est associée au vol organisé d'automobiles que l'on exporte illégalement en Russie et en Europe de l'Est. La Russie est une des destinations privilégiées des gros envois d'automobiles canadiennes volées, car elles y valent le double de leur valeur marchande au Canada.

On a constaté qu'au moins trois grandes organisations criminelles internationales de souche est-européenne ont des liens au Canada. Si quelques groupes du COSEE y ont des structures organisationnelles hiérarchisées, d'autres semblent strictement axés sur la tâche à accomplir et sont formés pour commettre un crime précis pour être dissous aussitôt après. Certains groupes du COSEE jouissant de vastes relations internationales, principalement en ex-Union soviétique, ont également accès à de vastes ressources financières.

### *Aperçu régional*

En Colombie-Britannique, les organisations criminelles et les criminels connus et présumés de l'ex-Union soviétique ont trempé dans le trafic et l'importation de drogue, ainsi que dans la contrebande de biens de consommation. Elles ont également établi des liens solides avec leurs homologues du COSEE dans l'est du Canada et sur la côte ouest des États-Unis.

En Colombie-Britannique, une enquête portant sur des éléments du crime organisé de souche est-européenne impliqué dans la distribution d'argent contrefait et la contrefaçon de cartes de crédit bancaires et de documents officiels a abouti au dépôt de trois chefs d'accusation de contrefaçon contre un individu qui tentait d'être reçu au Canada. Des éléments du crime organisé de souche est-européenne sont connus à s'associer avec des éléments du crime organisé de souche asiatique et des criminels indo-canadiens.

Dans le milieu du crime organisé de souche est-européenne, on continue de pratiquer l'extorsion en usant de menaces à l'endroit de parents des victimes qui se trouvent encore en Europe de l'Est.

La création de sociétés bidon et le recyclage d'argent se sont fortement accentués, surtout en 1998, afin d'exporter des capitaux de l'Europe de l'Est. Les entreprises canadiennes et américaines qui s'associent à des sociétés russes découvrent souvent que ces partenaires potentiels ne disposent pas des capitaux indiqués ou encore qu'ils servent de façades à des opérations de recyclage d'argent. Les entreprises les plus touchées se trouvent dans le secteur de l'importation-exportation et dans l'industrie des pêcheries de la côte ouest.

En Ontario, les groupes du COSEE de la région de Toronto prennent part à des activités criminelles très variées, depuis l'extorsion et la prostitution jusqu'au recyclage d'argent, au vol de véhicule et à la fraude internationale. En juillet 1997, Vyacheslav SLIVA, un dirigeant international du COSEE de la région torontoise, a été arrêté et déporté en Russie. On a pu relier SLIVA à Vyacheslav IVANKOV, *alias* Yaponchik, le caïd du crime organisé de souche russe actuellement incarcéré aux États-Unis. IVANKOV s'est établi à New York au début des années 1990 à titre de coordonnateur du crime organisé de souche russe aux États-Unis.

À Montréal, deux organisations qui sont des filiales de groupes du crime organisé de souche russe établies à Toronto, se spécialisent dans certains types de crimes comme la contrebande de biens de consommation vers des pays étrangers, l'importation et le trafic des drogues (en particulier la cocaïne et les stéroïdes anabolisants), la contrefaçon, le vol de véhicules de luxe pour l'exportation, le recyclage d'argent et la fraude. En général, les membres de ces groupes sont âgés d'au moins 30 ans et font preuve d'une grande assurance lorsqu'ils traitent avec la police. S'ils ne sont aucunement intimidés par le

système judiciaire canadien, ils demeurent soucieux quant au pouvoir de Citoyenneté et Immigration Canada de les expulser.

Le COSEE se spécialise aussi dans la prostitution, exploitant des femmes recrutées en Russie qui travaillent dans des salons de massage. En décembre 1997, le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal a fermé trois salons de massage russes et arrêté 15 ressortissants russes.

Les jeunes Est-européens, qui vivent à Montréal, s'adonnent au clonage de téléphones cellulaires et à des activités criminelles moins complexes comme l'extorsion et le vol à l'étalage. Ce sont les crimes de ce genre qui font grimper les primes des assurances et des produits, affectant directement les consommateurs. Par sa structure, ce groupe lâchement constitué se situe à quelque part entre la vulgaire bande de rue et l'organisation spécialisée et il représente la nouvelle génération de criminels de souche est-européenne au Québec.

Les investisseurs russes, dont certains sont reliés à des activités criminelles, continuent d'affluer à Montréal. Beaucoup entrent plus facilement au pays grâce aux lettres d'invitation ou de commandite de sociétés canadiennes. La plupart du temps, ces sociétés appartiennent à des compatriotes russes qui ont déjà obtenu leur citoyenneté canadienne ou sont considérés comme des immigrants reçus, et qui servent de façades à diverses activités criminelles, y compris la contrebande de drogue et le recyclage d'argent.

Le COSEE exerce aussi son influence dans les Maritimes sous forme de criminalité de rue, de fraude en matière d'immigration et de tentatives présumées d'infiltrer des institutions financières. Plusieurs immigrants reçus de descendance russe qui résident dans la région de l'Atlantique font de longs séjours en Russie et en reviennent avec de fortes sommes d'argent. Certaines des lignes maritimes qui fréquentent les ports de l'Île-du-Prince-Édouard auraient des liens avec le crime organisé de souche est-européenne.

Terre-Neuve demeure une porte d'entrée pour les voyageurs internationaux. Les Est-européens arrivent dans la région à bord de vols internationaux qui y font une escale de ravitaillement ou à bord de chalutiers russes qui font escale aux ports de St. John's, Argentia et Harbour Grace. Si les grandes villes comme Montréal, Toronto et New York sont plus intéressantes comme destinations finales, on peut considérer Terre-Neuve comme un point d'entrée plus attrayant en raison de sa population plus modeste et des contrôles d'immigration supposément moins rigoureux.

**Perspective**

- Le COSEE va s'impliquer davantage dans la contrebande de biens de consommation volés, en particulier les automobiles de luxe, vers l'ex-Union soviétique et Europe de l'Est.
- Les groupes du COSEE vont étendre leurs réseaux afin d'y inclure d'autres organisations criminelles de souches canadienne et étrangère, y compris les organisations de souches asiatique et italienne et les bandes de motards criminalisées.
- Les groupes du COSEE vont continuer de s'infiltrer dans le commerce de la drogue au Canada, ce qui les rapprochera davantage, entre autres, des organisations criminelles de souches italienne, asiatique et autochtone et des bandes de motards criminalisées. Il est peu probable qu'ils cherchent à dominer cette activité et ils devront donc former des alliances.
- Les groupes du COSEE vont vraisemblablement poursuivre leurs activités dans la contrebande de migrants illégaux et la fabrication illégale de documents.

## CRIME ORGANISÉ DE SOUCHE ITALIENNE

### Faits saillants

- Malgré le succès des opérations policières contre la mafia sicilienne, le crime organisé traditionnel (de souche italienne ou COSI) continue de constituer une menace au Canada.

### *Aperçu national*

Au Canada, les criminels de souche italienne appartiennent ou sont liés à une des trois principales organisations : la Mafia sicilienne, la Ndrangheta ou la Cosa Nostra. La Mafia sicilienne est la plus influente des trois. Elle a des liens avec d'autres clans siciliens au Canada et dans d'autres pays, comme le Venezuela, les États-Unis, l'Italie, l'Afrique du Sud et l'Australie. Selon les représentants de l'Italie, plusieurs de leurs mafiosi les plus recherchés ont trouvé refuge au Canada, aux États-Unis et en Amérique du Sud. La «Mafia canadienne» est en voie de réorganisation et on peut s'attendre à certains règlements de compte dans un proche avenir.

Le projet OMERTA, une enquête de deux ans à laquelle ont participé des services d'application de la loi de l'Italie, du Mexique et des États-Unis, visait les membres-clés de l'organisation CARUANA-CUNTRERA résidant à Montréal et à Toronto. En juillet 1998, le Groupe spécial interpolice (GSI) de Toronto a mené des raids et arrêté plusieurs sujets dont plusieurs têtes dirigeantes du groupe à Toronto. Les sujets ont été accusés de complot en vue d'importer de grandes quantités de cocaïne au Canada et en Italie.

Le commerce de la drogue demeure l'activité principale du COSI. Les clans sont très actifs dans la vente de cocaïne et de haschisch et semblent de plus en plus intéressés au marché de l'héroïne. Ces organisations sont aussi impliquées à divers degrés dans de nombreuses autres activités criminelles, incluant, le jeu, le recyclage d'argent, la contrefaçon et la contrebande d'alcool.

## *Aperçu régional*

En Colombie-Britannique, les caïds du COSI continuent d'exploiter des entreprises légitimes dans les secteurs de la construction et du développement immobilier, de l'approvisionnement et des services alimentaires et des restaurants/bars-cafés. Un certain nombre de bars-cafés/restaurants recèlent des appareils illégaux de pari vidéo et des salles de jeu clandestines où l'on s'adonne aux paris sur les sports et les courses de chevaux. C'est là que les éléments du COSI font le recyclage d'argent et le trafic de la drogue et poursuivent leur association avec d'autres organisations criminelles comme les HELLS ANGELS, les criminels de souches est-européenne et asiatique et d'autres groupes criminels connus.

Les personnes et les compagnies liées à un certain groupe sont de plus en plus impliquées dans le recyclage d'argent, l'infiltration de commerces légitimes et la fraude à grande échelle au moyen d'instruments financiers de premier ordre en Alberta.

Au Manitoba, une enquête antidrogue a permis de découvrir un lien entre le COSI et d'autres criminels actifs à Winnipeg. Un trafiquant de drogue local apportait à Winnipeg de vastes quantités de cocaïne provenant directement d'un groupe italien important de Montréal.

En Ontario, plus précisément dans la région du Grand Toronto, une faction de la Ndrangheta possède un certain nombre de cafés et de bars sportifs qui servent au jeu, au prêt usuraire et à la vente de drogue. Il est courant d'y trouver des appareils illégaux de pari vidéo. Il n'est pas inusité que des criminels de souches asiatique et est-européenne s'adonnent au jeu dans des établissements du COSI, dans la RGT et à Windsor. Certains enquêteurs croient que des membres et des associés de cette famille criminelle s'associent à des membres d'organisations criminelles de souche autochtone pour faciliter la contrebande de drogue, d'alcool et d'armes en passant par les territoires des Premières nations.

À Windsor et dans les villes du nord de l'Ontario, des membres du COSI de troisième génération ouvrent des restaurants qui servent de façade pour le recyclage d'argent. Ce faisant, ils maintiennent des liens avec les autres familles du COSI un peu partout au pays.

À Hamilton et Niagara Falls, deux membres de haut niveau du crime organisé de souche italienne, ont été assassinés en mai et en juillet 1997 respectivement. Les policiers avaient longtemps considéré ces deux personnes comme les représentants officiels en Ontario de la COSA NOSTRA de Buffalo. En août 1997, le projet EXPIATE, une opération policière conjuguée réunissant des enquêteurs de Hamilton et de Niagara Falls, a été mis sur pied pour enquêter sur ces meurtres. En novembre 1998, deux individus ont été arrêtés et accusés de meurtre au premier degré. Selon les médias, c'est la première fois que les membres du crime organisé traditionnel sont arrêtés relativement à un présumé contrat pour meurtre.

Après les assassinats, un étroit collaborateur des deux hommes est apparu pour reprendre en main les affaires dans la péninsule du Niagara. Cet individu a des liens étroits avec une famille du crime organisé de Buffalo, New York, ainsi qu'avec les PARA-DICE RIDERS et les HELLS ANGELS.

Au Québec, la principale organisation sicilienne fait des affaires avec les organisations criminelles de souches asiatique et est-européenne, ainsi qu'avec les bandes de motards et les groupes colombiens et sud-américains. Ce groupe criminel est actif depuis des décennies et a accru le rôle-clé de Montréal en tant que point d'entrée important des drogues illicites en Amérique du Nord.

Information suggère que des membres d'une certaine organisation criminelle de l'État de New York seraient reliés à des sociétés de programmation informatique qui sont engagées par des entreprises légitimes pour modifier les programmes informatiques de façon à éviter les problèmes de l'an 2000. Ces programmeurs saboteraient les ordinateurs afin de profiter éventuellement de la situation. On se

préoccupe du fait que ce problème découvert aux États-Unis puisse affecter des sociétés canadiennes.

Si le COSI n'est pas constamment présent dans les provinces de l'Est, il sait profiter des possibilités qu'offrent son littoral étendu et ses nombreuses installations portuaires.

**Perspective**

- Le crime organisé traditionnel continuera de prendre de l'expansion dans les provinces de l'Ouest.
- Le recyclage d'argent continuera d'être une des principales activités du COSI.
- Les organisations criminelles de souche italienne représentent une menace réelle pour le Canada. Elles ont beaucoup de pouvoir, en raison de leur collaboration avec d'autres organisations criminelles, et posent un défi de taille pour les autorités.

## BANDES DE MOTARDS CRIMINALISÉS

### Faits saillants

- La bande des HELLS ANGELS est une des organisations criminelles les plus puissantes et les mieux structurées au Canada. En 1998, cette bande a formé deux nouveaux chapitres, l'un en Colombie-Britannique et l'autre en Saskatchewan, et elle compte maintenant 16 chapitres au pays.
- Le conflit armé entre les HELLS ANGELS et les ROCK MACHINE fait encore rage au Québec. En 1998, il a donné lieu à 27 homicides et à 27 tentatives de meurtre.

### *Aperçu national*

Des 30 bandes de motards criminalisés (BMC) connues au Canada, celle des HELLS ANGELS est de loin la plus puissante et la mieux organisée. Par l'addition de nouvelles sections dans l'ensemble du pays, les HELLS ANGELS continuent de dominer les BMC locales. Invariablement, les initiatives d'expansion des HELLS ANGELS se traduisent par une recrudescence locale de l'activité criminelle, notamment au niveau du trafic des drogues et du recours à la violence et l'intimidation. Les HELLS ANGELS comptent 214 membres à part entière et 35 « prospects » (membres apprentis), soit en tout 249 membres, dont 205 ont un casier judiciaire, 105 pour des infractions relatives à la drogue. L'organisation des HELLS ANGELS reste une priorité nationale pour la force publique au Canada.

### *Aperçu régional*

Les HELLS ANGELS de la Colombie-Britannique ont souligné leur 15<sup>e</sup> anniversaire en juillet 1998 en se donnant un nouveau chapitre, celui des NOMADS de Burnaby. Ce sixième chapitre étend le réseau des HELLS ANGELS au centre et au nord de la Colombie-Britannique. Ils continuent d'être actifs dans

l'importation et la distribution de cocaïne. Ils intensifient leur participation au trafic de la marijuana hydroponique et ils peuvent compter sur un réseau d'associés pour établir des maisons de culture, recueillir la marijuana et la transporter à l'extérieur de la province.

Dans les cinq chapitres déjà existants des HELLS ANGELS, on a promu des membres et ajouté de nouveaux « prospects » (apprentis) et « hangarounds » (aspirants). Les clubs-écoles ont subi les changements les plus importants. Les REGULATORS, les TRIBESMEN et les WILD CATS ont été dissous et les TALISMEN ont grossi leurs rangs et formé un second chapitre. Le chapitre original demeure à Smithers, C.-B. et le nouveau chapitre est installé à Williams Lake, y remplaçant les WILD CATS. On croit que plusieurs membres des WILD CATS ont adopté les couleurs des TALISMEN. En 1997, une bande naissante, le HUB CITY MEN'S CLUB, parrainée par les HELLS ANGELS de Nanaïmo, est apparue à Kamloops. Au printemps de 1998 cette bande a reçu ses couleurs et pris le nom de VIPERS. Une seconde bande naissante, le PRINCE GEORGE MEN'S CLUB, a obtenu ses couleurs en janvier 1999 pour devenir les RENEGADES.

Dans deux enquêtes antidrogue distinctes, la police a réussi à arrêter et à inculper quatre membres reconnus des HELLS ANGELS et de nombreux associés. Au terme d'une enquête de deux ans portant sur le trafic de la cocaïne, la police a procédé à l'arrestation de trois membres du chapitre de l'Est des HELLS ANGELS et de plusieurs associés. Une autre enquête a permis de démanteler 50 serres de culture de marijuana dans la région du Grand Vancouver et de saisir des produits, de l'argent et des armes à feu valant plus de dix millions de dollars. On a déposé des accusations contre 76 membres et associés de bandes de motards criminalisés pour complot et diverses infractions reliées à la cocaïne et à la marijuana.

La police a également coordonné et mené avec succès des initiatives de répression à l'occasion des deux célébrations du 15<sup>e</sup> anniversaire des HELLS ANGELS, en juillet et en décembre 1998, à Vancouver. Ces initiatives conjointes faisaient appel à des services de police municipaux et à des membres de la GRC. On doit à des enquêteurs spécialistes des BMC du Québec, de l'Ontario, du Manitoba, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique les renseignements qui ont rendu ces initiatives possibles. On peut attribuer le succès de ces initiatives à la planification des opérations aussi bien qu'à la présence de policiers en uniforme de plusieurs services. Outre la surveillance habituelle assurée par Douanes et Immigration Canada aux ports d'entrée, un groupe mobile composé de policiers et d'agents d'immigration pouvait se rendre n'importe où pour s'occuper des infractions en matière d'immigration. Trois membres des HELLS ANGELS des États-Unis ont été arrêtés en vertu de la Loi sur l'Immigration et doivent comparaître en 1999 à des auditions en matière d'immigration.

Une enquête de deux ans sur le commerce de la cocaïne et du haschisch dans les Territoires du Nord-Ouest a révélé que les HELLS ANGELS du Québec exercent leur contrôle dans l'est de l'Arctique.

Les HELLS ANGELS de l'est de Vancouver ont formé un nouveau chapitre des NOMADS en juillet 1998. Il s'agit du second chapitre des NOMADS au Canada (la premier ayant été formé au Québec en mars 1995) et du dixième au monde. Les NOMADS existent afin de faciliter la croissance de l'organisation des HELLS ANGELS.

Selon les renseignements obtenus, des associés des ROCK MACHINE sont impliqués dans le commerce de la drogue dans le nord de la Colombie-Britannique.

L'arrivée des HELLS ANGELS en Alberta, il y a un an, a provoqué une augmentation marquée des crimes de violence dans le milieu du trafic des drogues en raison des pressions exercées sur les vendeurs de drogues

indépendants pour qu'ils se joignent à leur réseau de distribution. Le démantèlement des KINGS CREW de Calgary a permis aux HELLS ANGELS de contrôler entièrement les activités criminelles des motards en Alberta. Il a également entraîné une recrudescence des crimes non rapportés. Les victimes des menaces et des agressions des HELLS ANGELS refusent de porter plainte et les informateurs hésitent à fournir de l'information sur les crimes commis par les membres des HELLS ANGELS et leurs associés.

Les HELLS ANGELS de l'Alberta sont passés de 26 à 46 membres depuis leur formation, en juillet 1997. Ils ont créé des chapitres en Alberta formés d'anciens membres des GRIM REAPER, mais le 18 septembre 1998, ils ont accueilli huit anciens REBELS comme membres à part entière. Deux membres des KINGS CREW ont obtenu le statut de « prospects » des HELLS ANGELS. Chez les HELLS ANGELS, 43 membres possèdent un casier judiciaire et 25 ont été trouvés coupables d'infractions criminelles graves.

Les accusés, dans le projet KISS (qui a pris fin en octobre 1998 avec l'arrestation de six membres des REBELS d'Edmonton, incluant le président, un « striker » (candidat), deux "hangaround" et un associé), devraient subir leur procès en 1999. L'accusé fait face à des accusations en matière de drogues, d'armes, de biens volés, de recyclage d'argent et d'appartenance à une organisation criminelle.

En 1998, on a déposé des accusations au criminel contre les HELLS ANGELS de l'Alberta, en rapport avec l'arrestation du président du chapitre d'Edmonton et de deux « prospects », l'un d'Edmonton et l'autre de Saskatoon, en rapport avec des actes d'extorsion et d'agression contre un associé, le 24 mai. En juillet, un « prospect » des HELLS ANGELS d'Edmonton et un « prospect » de Québec, ont été arrêtés par la police à Kelowna et accusés de voies de fait ayant causé des lésions corporelles. L'un des deux est également accusé d'avoir formulé des menaces de mort et d'avoir entravé le travail d'un policier.

La bande des REBELS de Saskatoon, fondée en 1980, a reçu ses couleurs officielles des HELLS ANGELS en septembre 1998, après avoir été un club « prospect » pendant un an. Depuis, le nouveau chapitre est demeuré dans l'ombre. Douze de ses treize membres ont un casier judiciaire. Les APOLLOS constituent la deuxième plus grosse bande de motards criminalisés en Saskatchewan et ils sont assujettis aux HELLS ANGELS de Saskatoon. La vente de drogues illicites, en particulier la cocaïne et la marijuana, s'avère la principale source de revenus des HELLS ANGELS de Saskatoon.

Les LOS BROVOS font partie du paysage au Manitoba depuis 30 ans et constituent le club de motards le plus actif et le plus dominant de cette province. Avec 20 membres à part entière, trois « prospects » et un vaste réseau d'associés, les LOS BROVOS s'attendent de devenir un chapitre « prospect » des HELLS ANGELS en 1999. Par ailleurs, les SPARTANS prédominent à Brandon et dans les régions rurales du Manitoba.

Un groupe d'associés des HELLS ANGELS connu sous le nom de REDLINERS a cessé d'exister en mai 1998. Certains des anciens membres de ce groupe cherchent à se joindre aux LOS BROVOS et aux SPARTANS. L'un d'eux est un « prospect » des LOS BROVOS.

En janvier 1998, le Service de police de Winnipeg a ordonné la fermeture des repaires des LOS BROVOS et des REDLINERS pour des infractions aux règlements municipaux. Le Groupe mixte des produits de la criminalité du Manitoba a pris possession du repaire des REDLINERS. Les LOS BROVOS tentent de se conformer aux règlements municipaux et de rouvrir leur repaire.

Les LOS BROVOS se sont faits plus discrets, peut-être sur les ordres des HELLS ANGELS. À plusieurs reprises, en 1998, des membres des LOS BROVOS se sont rendus à l'extérieur du Manitoba pour rencontrer des HELLS ANGELS en Colombie-Britannique et au Québec.

L'Ontario compte le plus fort contingent de BMC au Canada, avec neuf bandes, comptant plus de 500 membres. Cependant, la situation des BMC en Ontario est en voie de transformation. Les influences externes exercées par les HELLS ANGELS et les ROCK MACHINE pourraient perturber l'équilibre actuel des pouvoirs entre les principales BMC de la région du Grand Toronto. Les HELLS ANGELS cherchent à établir un chapitre en Ontario depuis longtemps.

À ce jour, les HELLS ANGELS sembleraient en voie d'assumer le contrôle à Ottawa et à Cornwall, tandis que les ROCK MACHINE font des incursions importantes à Kingston et à Sarnia. Kingston s'est avéré une base d'opérations idéale pour les ROCK MACHINE. Avec la présence de plusieurs pénitenciers et maisons de transition dans cette région, on y trouve une vaste population criminelle et un marché lucratif pour les drogues. Les associés des HELLS ANGELS, des ROCK MACHINE et des OUTLAWS se trouvent à Belleville. Jusqu'ici, la bande des OUTLAWS est la seule BMC à posséder un repaire officiel dans l'est de l'Ontario.

Puisque les PARA-DICE RIDERS sont les plus prospères, la bande de motards criminalisés des SATAN'S CHOICE de Toronto ont connus les plus de succès en Ontario. Cette BMC trempe dans le recel, le vol d'auto, la fraude d'assurance et de carte de crédit, le vol de semi-remorque et la contrebande. Selon les renseignements obtenus, elle collabore avec des membres du crime organisé de souche italienne pour pratiquer l'extorsion et le recouvrement de dettes et distribuer des armes à feu et des narcotiques.

Les VAGABONDS jouissent d'un leadership et d'une situation financière solides et ils sont bien armés. Pour l'instant, ils continuent de se faire discrets et d'étendre leurs activités commerciales payantes.

À London (Ontario), les OUTLAWS ont connu une très mauvaise année. Ils ont été affaiblis par les interventions policière et l'assassinat de deux de leurs meneurs et doivent affronter la concurrence des ANNIHILATORS, qui ont adopté

l'écusson des LONERS. Les meurtres des deux OUTLAWS de London démontrent bien que les BMC de l'Ontario ne se contentent plus des divisions territoriales existantes et se disputent désormais sauvagement ce territoire riche en potentiel.

Des membres et des associés des LOS BROVOS et des SPARTANS du Manitoba vivent et travaillent dans le nord-ouest de l'Ontario. Les activités des BMC dans l'ouest du Canada continuent d'avoir des répercussions dans cette région. Trois membres et certains associés des LOS BROVOS vivent dans la région de Kenora et des membres de la bande entretiennent des relations étroites avec le chapitre de Thunder Bay des SATAN'S CHOICE.

Pendant la première moitié de 1998, la Police provinciale de l'Ontario a constitué une escouade provinciale spéciale chargée de freiner l'expansion des BMC. La nouvelle escouade met l'accent sur les mesures de répressions proactives, dont les enquêtes sur les produits de la criminalité, la cueillette et la distribution de renseignements et la coordination et la collaboration entre organismes au niveau provincial et au niveau fédéral.

C'est au Québec qu'on assiste à l'activité la plus intense des BMC, avec six chapitres des HELLS ANGELS (South, Québec City, Sherbrooke, Trois-Rivières, Montréal et les NOMADS), sept clubs affiliés et une guerre permanente entre les HELLS ANGELS et les ROCK MACHINE. À la fin de 1998, la guerre entre les HELLS ANGELS et les ROCK MACHINE, commencée en juillet 1994, avait donné lieu à 103 homicides, 124 tentatives de meurtre, 9 disparitions, 84 attaques à la bombe et 130 incendies criminels, pour un total de 450 actes de violence.

Bien que plusieurs dirigeants des ROCK MACHINE aient été tués en 1998, l'organisation conserve son dynamisme par le recrutement continu de nouveaux membres. Depuis juin 1999 les ROCK MACHINE ont reçu le statut de chapitre "hangarround" auprès des BANDIDOS.

En novembre 1998, deux enquêtes de la GRC du Québec ont abouti à l'arrestation de 22 individus, y compris trois membres à part entière des HELLS ANGELS. La GRC a saisi plus de deux millions dollars de cocaïne, d'autres drogues valant plus d'un million de dollars, des armes à feu, de l'argent contrefait, ainsi que des véhicules et des biens volés. L'enquête a également permis de démanteler trois serres hydroponique.

La première enquête a débuté en décembre 1997 et visait à cerner le rôle des HELLS ANGELS dans le trafic de la drogue. Le projet fut mené en collaboration avec l'escouade mixte CARCAJOU du Québec. La seconde enquête, également lancée en décembre 1997, visait à saisir ou à geler les biens criminellement obtenus par les membres et les associés des HELLS ANGELS.

Non satisfaits de distribuer et de vendre des drogues illicites comme la cocaïne, la marijuana, le LSD, le PCP et l'Ecstasy, les HELLS ANGELS et les ROCK MACHINE s'impliquent à fond dans l'importation de ces drogues et parfois même, dans leur production. La découverte de 178 kilogrammes de cocaïne dans un véhicule, dans la ville frontalière de Lacolle, en janvier 1998, a entraîné l'arrestation du conducteur et permis aux enquêteurs de la Sûreté du Québec et de l'escouade CARCAJOU de découvrir que le président du chapitre South des HELLS ANGELS trempait dans le financement de l'importation. Il a depuis plaidé coupable à cette accusation.

Les BMC du Québec s'occupent aussi de prostitution, d'armes à feu et de fraude. En mai 1998, le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal a découvert un véritable arsenal (plus de 30 armes de divers calibres) dans un duplex de Verdun occupé par quatre individus étroitement associés aux HELLS ANGELS.

Face à l'ampleur du problème posé par les BMC et en raison notamment, du fait que la stratégie employée contre les BMC au Québec a donné lieu à une contre-offensive de la part des motards, le gouvernement du Québec a décidé de

redoubler d'ardeur dans la lutte contre les BMC. Il va étendre le champ d'opération à une plus grande partie du territoire provincial grâce à six escouades policières fraîchement constituées. Ces escouades régionales doivent s'attendre à une contre-offensive marquée par la violence, l'intimidation, l'exploitation des médias pour diffuser un message contrôlé par les motards et le dépôt de plaintes contre les policiers auprès de la déontologie policière.

La BMC des BACCHUS du Nouveau-Brunswick a célébré son 26<sup>e</sup> anniversaire cette année. Elle est affiliée aux chapitres des HELLS ANGELS de l'est du Canada et à d'autres BMC en Ontario. La bande fait surtout le trafic de la drogue mais elle est impliquée également dans le recel et le vol de pièces de motocyclettes.

Le CHARLOTTETOWN HARLEY CLUB de l'Île-du-Prince-Édouard a des liens solides avec les HELLS ANGELS du Québec et plusieurs autres BMC. En avril 1998, le club a célébré son anniversaire à Charlottetown, en présence de représentants de plusieurs BMC importantes dont les PARA-DICE RIDERS, les RED DEVILS et les SATAN'S CHOICE de l'Ontario, les BACCHUS du Nouveau-Brunswick et les chapitres de Sherbrooke et de Québec des HELLS ANGELS.

Une combinaison d'enquêtes policières fructueuses et de problèmes internes a presque anéanti le chapitre de Halifax des HELLS ANGELS qui éprouverait de graves difficultés financières suite à la perte d'un important envoi de drogues. Ce chapitre est maintenant sous la tutelle du chapitre de Sherbrooke. Le trafic de la drogue et les clubs de danseuses demeurent les principales entreprises contrôlées par HELLS ANGELS dans cette région.

Au Cap-Breton, on constate une augmentation du nombre de BMC et de leurs activités. Certaines enquêtes antidrogue ont révélé l'existence de liens avec des clubs comme les HELLS ANGELS, les ROCK MACHINE et les PARA-DICE RIDERS. Le problème de l'argent contrefait au Cap-Breton et à l'Î.-P.-É. pourrait être relié à des membres de BMC de l'Ontario.

Terre-Neuve, avec ses milliers de milles de côte quasi inhabitée, se prête à merveille aux opérations massives d'importation de drogue et a donc beaucoup d'attrait pour les BMC. La BMC des FREEDOM RIDERS, un club formé à l'été de 1995, est la plus active dans la province et a des liens étroits avec les HELLS ANGELS du Québec. Les HELLS ANGELS contrôlent une grande partie du commerce de la drogue à Terre-Neuve. Les renseignements provenant d'enquêtes en cours et du débriefage de sources indiquent que les HELLS ANGELS sont aussi impliqués activement dans des entreprises locales comme les services d'escortes, les salles de billard et les clubs de nuit. En 1998, des membres des HELLS ANGELS et des LONERS ont visité la province.

**Perspective**

- L'établissement d'une section en Ontario demeure un objectif des HELLS ANGELS.
- La guerre persistante entre les HELLS ANGELS et les ROCK MACHINE et l'arrivée possible des BANDIDOS, grâce à leur association aux ROCK MACHINE, vont provoquer une escalade de violence liée aux BMC au Québec et en Ontario.
- L'agression et l'intimidation sont les principaux moyens utilisés par les BMC pour appuyer leurs activités criminelles et désavantager la police et le système judiciaire. Il est peu probable que cela change dans un proche avenir.

## EXPLOITATION SEXUELLE D'ENFANTS

### Faits saillants

- La décision de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique statuant que certains articles de la loi canadienne sur la pédopornographie enfreignent la *Charte canadienne des droits et libertés* a ébranlé tout le système judiciaire, aussi bien que l'ensemble de la société.
- Étant donné le succès de quelques projets conjoints internationaux récents, on peut s'attendre à une augmentation des opérations internationales à titre de frappes préventives.

### *Aperçu national*

Par exploitation sexuelle d'enfants, on entend la pédopornographie, la pédoprosstitution, le tourisme de sexe, l'enlèvement à des fins sexuelles, la disparition d'enfants et les activités des pédophiles et des prédateurs sexuels. En 1993, la loi faisait de l'importation et de la possession de pédopornographie une infraction criminelle au Canada.

Depuis 1998, nous disposons d'une stratégie nationale coordonnée de répression contre la victimisation des enfants.

L'expansion et l'évolution de l'Internet ont joué un rôle sans précédent dans la prolifération de la distribution de pédopornographie. Le taux de croissance annuel moyen d'un site pornographique sur l'Internet est d'environ 400 %.

L'Internet offre toutes sortes de possibilités pour la création et la distribution de pornographie. Les groupes de discussion et de nouvelles, les services de bavardage Internet ou IRC (Internet Relay Chat : l'équivalent Internet de l'appel conférence) et les babillards électroniques permettent aux pédophiles d'obtenir et de diffuser anonymement de la pédopornographie. De nombreux réseaux de pédophiles, comme le North American Man/Boy Love Association (NAMBLA), existaient avant l'Internet, mais l'utilisent abondamment pour propager leur

message et grossir leurs rangs. Selon Pedowatch, une organisation créée en 1998, près de 1 500 pédophiles communiquent quotidiennement entre eux et échangent du matériel par IRC. D'autre part, le nombre croissant de jeunes qui utilisent l'Internet en fait un véritable territoire de chasse pour pédophile.

Les salons virtuels de bavardage servent de forums à des conversations interactives. Les visiteurs utilisent des pseudonymes (pour dissimuler leur identité véritable) garantissant l'anonymat. Cet environnement crée un forum où les pédophiles peuvent communiquer, faire la connaissance d'autres pédophiles et traquer les enfants. Certains pédophiles se font passer pour des jeunes afin d'avoir des conversations plus intimes avec les enfants sur l'Internet. Les victimes deviennent des marchandises que l'on partage à l'échelle internationale.

La transformation d'images pour en créer une nouvelle (« morphing ») devient de plus en plus populaire chez les pédophiles. À ce jour, aucune technologie ne permet de déceler la transformation d'images dans les photographies électroniques.

Au Royaume-Uni, une opération coordonnée par la National Crime Squad et à laquelle ont participé douze pays, dont le Canada, a permis de faire enquête sur un réseau international de pédopornographie et de procéder à l'arrestation de plus de 40 personnes, à l'automne de 1998. Au Canada, l'Interpol et d'autres services ont participé à l'enquête. Le travail d'enquête se poursuit. À ce jour, on n'a arrêté aucun citoyen canadien. Le réseau visé par l'enquête était établi aux États-Unis mais il fut d'abord décelé par la police du Sussex, dans le sud de l'Angleterre. La National Crime Squad a coordonné des descentes policières sur le plan international, y compris au Canada, qui ont permis de saisir du matériel informatique et plus de 750 000 images informatiques et vidéos d'enfants. Certains membres du club ne faisaient qu'échanger du matériel, mais d'autres produisaient des vidéos et des images.

En Allemagne, une autre opération reliée à des opérations dans d'autres pays d'Europe, ainsi qu'aux États-Unis et au Canada, a permis d'identifier deux suspects au Canada. Des enquêtes menées par la Sûreté du Québec ont mené à l'arrestation de l'un de ces deux individus.

En 1998, Revenu Canada - Douanes a mené un projet transnational conjoint regroupant plusieurs services de neuf pays. Ce projet vis à identifier les agresseurs sexuels d'enfants qui voyagent et à relier les contrôles frontaliers et les activités douanières à d'autres organismes nationaux. On a ciblé des points d'entrée au Canada pour tenter d'empêcher la distribution physique de pédopornographie. L'exercice a permis d'arrêter dix agresseurs sexuels d'enfants jusque-là inconnus dans certains de pays participants.

### ***Aperçu régional***

Deux des dix plus importants sites pornographiques commerciaux mondiaux sur l'Internet se trouvent à Vancouver.

En juin 1999, la Cour d'appel de la Colombie-Britannique a maintenu une décision d'un tribunal inférieur statuant que certains article de la loi canadienne sur la pédopornographie enfreignent la *Charte canadienne des droits et libertés*. Ce jugement n'est pas exécutoire dans les autres provinces et devrait être porté en appel devant la Cour suprême du Canada. La décision antérieure ne traitait que de possession et n'affectait pas les lois interdisant la fabrication et la distribution de pédopornographie.

En octobre 1998, des représentants de divers organismes d'application de la loi et de réglementation de l'Alberta se sont réunis pour étudier la mise en commun des ressources et l'adoption d'une démarche commune pour lutter contre l'exploitation sexuelle d'enfants. Ils ont élaboré un protocole pour l'échange d'information.

En Saskatchewan, on a également constaté de l'activité dans ce domaine. On a découvert des preuves d'exploitation sexuelle d'enfants en procédant à l'entretien d'ordinateurs ou quand des parents ont rapporté que leurs enfants étaient sans le savoir entrés en rapport avec des individus cherchant à obtenir des rencontres à caractère sexuel par le truchement de salons de bavardage. Les services frontaliers de Revenu Canada - Douanes ont aussi intercepté des colis d'imprimés et de vidéos pédopornographiques en route vers la Saskatchewan. Cependant, la victimisation sexuelle des enfants et la pédopornographie constituent toujours un domaine d'activité criminelle qui passe grandement inaperçu ou non rapporté.

L'an dernier, au Manitoba, le Service de police de Winnipeg a mené quatre enquêtes au sujet de la pédopornographie sur l'Internet, lesquelles ont donné lieu au dépôt d'accusations.

Depuis 1993, la force publique en Ontario fait activement enquête au sujet de l'exploitation sexuelle d'enfants sur l'Internet. Contrairement à la pornographie adulte, qui représente une industrie très lucrative, la majeure partie de la pédopornographie est distribuée gratuitement sur l'Internet. L'environnement électronique où ils opèrent inspire aux pédophiles un sentiment de sécurité grâce, en particulier, à la technologie de chiffrement et à la retransmission anonyme. Ce sentiment de sécurité porte les pédophiles à entrer en contact entre eux et à collectionner des quantités massives de pédopornographie.

Dans le cadre de PROJECT P, géré par la Police provinciale de l'Ontario, on enquête sur des cas de victimisation et d'exploitation sexuelle d'enfants depuis 1975. Ce groupe coordonne la majorité des cas de pédopornographie reliés à l'Internet dans la province. Le groupe de PROJECT P aide d'autres services d'application de la loi à déposer des accusations contre des pédophiles.

Depuis janvier 1997, le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal a ouvert 57 dossiers d'enquête sur l'exploitation sexuelle d'enfants sur le territoire

qui relève de sa compétence. La Sûreté du Québec a reçu plus de 48 demandes d'enquête dans ce domaine, qui ont entraîné 18 arrestations.

Dans la région de Halifax, les services d'application de la loi ont formé un groupe de travail local sur l'exploitation sexuelle d'enfants. Ce groupe de travail, qui rassemble le Service de police régional de Halifax, la GRC, Revenu Canada - Douanes et d'autres organismes, se réunit pour échanger de l'information et proposer des solutions au problème. On estime que de 10 à 20 personnes seraient impliquées dans la possession ou la distribution de pédopornographie via l'Internet.

Comme suite à la stratégie nationale conjointe d'application de la loi pour lutter contre l'exploitation des enfants, on a créé un projet à Terre-Neuve afin de surveiller ce genre d'activité au niveau provincial. La GRC et la Royal Newfoundland Constabulary prennent part à cette initiative pour tenter de prévenir ce genre d'abus et d'exploitation.

#### *Perspective*

- La distribution de pédopornographie va augmenter, grâce à l'Internet.
- Le nombre de réseaux internationaux de pédophiles va augmenter à mesure que le monde entier apprend à communiquer par le truchement des salons de bavardage et des autres services de l'Internet.
- Les services canadiens d'application de la loi vont continuer de se préoccuper des Canadiens qui pratiquent le tourisme de sexe.

## AUTRES ASPECTS SURVEILLÉS OU NOUVEAUX

### CONTREBANDE

#### Faits saillants

- La contrebande comprend le trafic de produits tels que le tabac, l'alcool, les bijoux et les véhicules volés à l'intérieur du Canada et de part et d'autre de la frontière canado-américaine.
- En Ontario et au Québec, des organisations criminelles continuent de faire de la contrebande dans les territoires des Premières nations et à proximité de ces territoires.
- Les États-Unis sont la source principale des armes illégales importées au Canada.
- Les destinations principales des véhicules volés sont les pays de l'Europe de l'Est, de l'Asie du Sud-Est, du Moyen-Orient, de l'Afrique, de l'Amérique du Sud et des Antilles, où il y a peu de concessionnaires locaux et où les véhicules importés font l'objet de tarifs élevés.

#### *Aperçu*

Les organisations criminelles impliquées traditionnellement dans la contrebande transfrontalière de produits comme les drogues et les armes à feu se tournent aussi vers des produits offrant de plus grandes marges de profit et comportant moins de risques. La contrebande vise surtout le tabac et l'alcool, mais on signale de nouveaux produits comme les bijoux, les composants informatiques, les cigares et le matériel pornographique. On peut présumer que la loi de l'offre et de la demande prédomine.

#### **Tabac**

À l'heure actuelle, la contrebande se présente sous trois formes : la contrebande transfrontalière, le détournement interprovincial et le détournement

intraprovincial. Selon le cas, elle se présente sous l'une ou l'autre de ces formes, à des degrés divers, dans chacune des provinces.

Dans le cas de la contrebande transfrontalière, l'itinéraire le plus populaire chez les contrebandiers passe par Akwesasne, une réserve des Premières nations chevauchant l'Ontario, le Québec et l'État de New York.

Les cigares sont encore très en demande partout au Canada. Une opération criminelle consiste à changer l'emballage de marques de qualité inférieure pour les faire passer pour des produits cubains de qualité supérieure. À la fin du mois de décembre 1998, la GRC a effectué à Montréal des saisies importantes de cigares, de tabac et de matériel, à la suite de l'exécution de mandats de perquisition dans 60 commerces. Pendant cette enquête, on a constaté que près de 70 % des cigares cubains vendus à Montréal étaient des faux de mauvaise qualité.

Parmi les développements survenus dans le commerce du tabac de contrebande en 1998, signalons l'arrestation de plusieurs contrebandiers importants et l'imposition de lourdes peines.

Plusieurs grandes compagnies du tabac ont fait l'objet de poursuites civiles et criminelles d'envergure. En décembre 1998, une filiale de la R. J. Reynolds, la Northern Brands International Inc. de Caroline du Nord, a admis aux États-Unis sa participation à une vaste opération de contrebande de tabac. La Northern Brands était une filiale de la R. J. R. Macdonald Inc. de Toronto, la troisième plus grande compagnie de tabac au Canada. Pendant cette opération, des cigarettes canadiennes exportées ont été importées en contrebande au Canada en passant par Akwesasne. Des amendes de 15 millions de dollars ont été imposées. Il s'agit de la première condamnation contre une des principales compagnies de tabac officiellement reliées à la contrebande et la première condamnation d'une filiale d'une des principales compagnies de tabac pour une infraction fédérale aux États-Unis.

Par la suite, à la fin du mois de février 1999, un responsable du marketing pour une filiale de la R. J. Reynolds a été accusé d'avoir participé à l'opération. Il aurait rencontré des personnages clés pour organiser l'exportation des cigarettes canadiennes aux États-Unis et leur importation subséquente au Canada.

La contrebande du tabac demeure un problème important en Colombie-Britannique, la province subissant des pertes de revenu de 125 millions de dollars par année. En Colombie-Britannique, les saisies de contrebande interprovinciale comprennent un fort pourcentage de produits du tabac arborant un timbre de l'Ontario ou provenant de stocks destinés aux Autochtones des réserves des Premières nations de l'Ontario et du Québec. Les méthodes de distribution s'apparentent à celles des produits de contrebande frontalière, y compris l'utilisation des bagages personnels sur les lignes aériennes commerciales. Les organisations criminelles ont tendance à expédier de petites quantités de tabac pour éviter la détection et les pertes importantes. La vente de tabac par correspondance demeure un problème répandu.

À Winnipeg, une bonne part du marché noir des cigarettes semble reposer sur des produits du tabac de l'Ontario ou des produits du tabac, réservés à la population des Premières nations de l'Ontario. Les contrebandiers interprovinciaux utilisent des fourgons loués, de grande capacité ou appartenant à des tiers pour transporter des cargaisons de 1 000 à 2 000 cartouches.

La destination de ces produits n'est pas toujours connue, mais les enquêteurs croient que les bandes de motards criminalisés et les organisations criminelles de souches italienne et asiatique en sont les destinataires. Les contrebandiers ont recours à des méthodes de contre-surveillance, à des leurres, à l'intimidation des policiers et à d'autres méthodes pour détourner l'attention et éviter la détection.

La condamnation de deux des principaux trafiquants de cigarettes de la réserve des Premières nations de Kahnawake, au Québec, comportait des amendes de

25 et de 20 millions de dollars. Il s'agit des amendes les plus importantes imposées en rapport avec la contrebande du tabac au Canada.

Les contrebandiers se sont particulièrement intéressés au tabac en feuilles brutes et au tabac à coupe fine au cours de l'année passée. Dans certaines parties du pays, on rapporte que ces produits ont remplacé les cigarettes comme marchandises de prédilection. Cela pourrait résulter de la répression énergique et des condamnations sévères, ainsi que de l'adoption de nouvelles lois, notamment au Québec.

En janvier 1999, on a saisi plus de deux tonnes de tabac illégal (surtout des ballots de feuilles brutes non estampillés), valant quelque 168 000 \$, dans un garage près de Drummondville, au Québec. En mars 1999, on a saisi plusieurs centaines de livres de tabac coupé et des cartouches de cigarettes dans la région de Montréal. Le fabricant du tabac impliqué a dû fermer ses portes et on a confisqué tout son stock de tabac et sa machinerie. La compagnie n'aurait déclaré que 10 % de sa production à Revenu Canada.

La contrebande transfrontalière de tabac vers le Nouveau-Brunswick a diminué en 1998, mais la contrebande interprovinciale demeure un problème. La majorité des produits du tabac provient du Québec et de l'Ontario et passe par le nord-ouest de la province. Des passeurs de drogue sont aussi impliqués dans la contrebande de tabac.

En Nouvelle-Écosse, on vend illégalement à des allochtones du tabac réservé aux Autochtones. Des vendeurs de tabac autochtones font aussi «pour la bande» de gros achats de tabac ciblé de la Nouvelle-Écosse, qui est exempté de la TPS pour la vente sur les réserves. Certains vendeurs transfèrent ensuite illégalement les produits d'une réserve à l'autre en en vendant une partie en dehors des réserves, à des commerces de quartier.

La plupart du tabac de contrebande importé à Terre-Neuve provient des Îles françaises de St-Pierre et Miquelon. Auparavant, le tabac provenait principalement du centre du Canada. En 1997, une opération menée avec succès par la GRC, a provoqué une réduction marquée des quantités de tabac et de produits du tabac de contrebande dans la région de St. John's. Cette opération a contribué à interrompre l'approvisionnement de la région de St. John's en contrebande depuis le continent.

À Terre-Neuve, les organisations de contrebande disposent de réseaux étendus d'acheteurs et de distributeurs. Ces groupes ont recours à des méthodes de contre-surveillance élaborées, semblables à celles qu'utilisent les vendeurs de drogue. Les contrebandiers actifs dans le commerce interprovincial du tabac préfèrent utiliser des véhicules privés, des camions de transport commerciaux et des services de messagerie. Les contrebandiers actifs sur la côte de la péninsule Burin, utilisent de petits bateaux à moteur très puissant et du matériel de navigation perfectionné pour faire la navette jusqu'à St-Pierre et Miquelon.

## **Alcool**

La majeure partie de l'alcool importé en contrebande au Canada passe par la frontière terrestre, directement des États-Unis ou en transit, en provenance d'autres pays.

Le ministère des Finances du Québec évalue à plus de 150 millions de dollars le revenu perdu annuellement à cause du commerce illicite de l'alcool. Une étude de 1997 sur la contrebande de l'alcool en Ontario a révélé que l'alcool de contrebande accaparait le quart du marché, occasionnant des pertes de revenus de quelque 250 millions de dollars au gouvernement provincial et de près de 100 millions de dollars au gouvernement fédéral. Toutes les organisations criminelles importantes sont impliquées dans cette forme de contrebande.

Dans le centre du Canada, des semi-remorques chargées d'alcool provenant des États-Unis entrent au pays à de nombreux endroits. À certains endroits de l'ouest du Canada, les organisations criminelles se rendent régulièrement dans les États du Nord des É.-U., en particulier au Dakota du Nord. Des camions, depuis la camionnette d'une demi-tonne jusqu'à la semi-remorque, servent à transporter l'alcool dans des cargaison légitimes de bétail, de grain et de charbon. Les bandes de motards criminalisés sont très impliquées dans la contrebande de l'alcool.

La contrebande internationale d'alcool est en baisse en Colombie-Britannique, en partie à cause de la dévaluation du dollar canadien. Cependant, la contrebande interprovinciale de l'alcool est à la hausse puisque le prix de détail au volume des produits de l'alcool en Alberta est de beaucoup inférieur au prix demandé en Colombie-Britannique.

En 1998, une initiative mixte de répression Canada/É.-U., à la frontière sud de la Colombie-Britannique, s'est terminée par la saisie de 3,7 millions de dollars de contrebande. Au cours d'une opération intensive de répression de 30 jours, on a saisi des drogues, de l'argent, des armes, des spiritueux et des véhicules.

Dans l'ouest du Canada, les spiritueux des États-Unis demeurent très disponibles. On peut facilement les acheter dans un débit d'alcool des États du nord pour environ 110 \$ (can) la caisse et les revendre 180 \$ la caisse au Canada. Il est possible que l'on importe des spiritueux en contrebande au Canada à des ports fermés pendant la nuit ou à d'autres endroits. Les véhicules, en particulier les véhicules à quatre roues motrices et les véhicules loisir travail, sont les moyens de transport préférés. Les organisations criminelles utilisent habituellement des véhicules loués puisqu'ils perdront leur véhicule personnel s'ils sont appréhendés avec de la contrebande.

Les produits de l'alcool continuent d'être importés en contrebande des États-Unis en Ontario via les territoires des Premières nations.

Certains contrebandiers achètent aussi directement de distillateurs canadiens des produits de l'alcool destinés à l'exportation.

Au Québec, les organisations criminelles sont actives dans la fabrication illégale d'alcool au moyen d'alambics artisanaux capables de produire de 3 000 à 8 000 litres d'alcool par semaine. De février 1997 à mars 1998, on a démantelé quatre installations importantes dont une qui générait des profits de 4 millions de dollars par année.

À Terre-Neuve, la majeure partie de l'alcool de contrebande est fabriquée au Canada, exportée aux îles françaises de St-Pierre et Miquelon et importée ensuite en contrebande au Canada à bord de petits bateaux ouverts très puissants. Une fois à terre, la contrebande est ramassée par des complices dans des véhicules ordinaires ou tout-terrain. Les marchandises sont distribuées immédiatement ou cachées à des endroits isolés pour distribution ultérieure.

En 1998, on a constaté une diminution de la quantité de contrebande importée dans la province depuis les îles françaises. Les renseignements obtenus de la Newfoundland Liquor Corporation font état d'une augmentation correspondante des ventes dans les débits de spiritueux de 1996 à 1998.

### **Transport illégal d'armes à feu**

En 1998, il y a eu plusieurs saisies d'armes illégales, en particulier en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec. La plupart de ces armes provenaient des États-Unis et avaient été importées au Canada en contrebande par divers moyens. Dans certains cas, les composantes de l'arme avaient été transportées séparément au Canada et rassemblées ensuite. Des armuriers remettent des armes neutralisées (DEWAT) en état de fonctionner. On a également échangé des armes contre des drogues illicites.

La dissimulation dans des véhicules privés est la méthode de contrebande la plus courante. On a aussi intimidé des routiers cautionnés pour leur faire transporter des drogues, de l'argent et des armes des États-Unis au Canada.

En Colombie-Britannique, une enquête a confirmé que des criminels canadiens achètent de nouvelles armes aux États-Unis, les importent en contrebande au Canada en lots de 6 à 8 à la fois.

La région de Nelson, en Colombie-Britannique, a attiré plusieurs organisations extrémistes de droite. Des membres et des acolytes d'une organisation suprémaciste blanche prétendent importer en contrebande des armes à feu des États-Unis au Canada. Des passeurs de drogue locaux échangent des drogues contre des armes à feu aux États-Unis et les importent ensuite en contrebande au Canada pour revente.

Le lien entre le commerce de la drogue et le transport illégal d'armes à feu serait très important en Saskatchewan. Beaucoup de trafiquants de drogue ont acquis des armes à feu, souvent en échange de drogues illicites, pour se défendre et protéger leur territoire. Dans certains cas, les passeurs de drogue ont pour occupation secondaire l'importation d'armes à feu, principalement les armes de poing, et prétendent avoir accès à de nombreux types d'armes.

À Regina et à Saskatoon, des membres de bandes de motards criminalisés sont impliqués dans le transport illégal d'armes à feu ainsi que de la drogue. Ils fournissent n'importe quoi, de l'arme de poing au AK47.

En Ontario, des «armes du samedi soir» (une arme à feu de petit calibre qui se dissimule facilement et qui est souvent de qualité médiocre) sont importées couramment des États-Unis et se retrouvent dans les mains de criminels de rue. Les fusils d'assaut et les fusils de chasse complètement automatiques sont importés en contrebande dans la province pour être vendus à des groupes de

milice, à des organisations criminelles de souches asiatique et autochtone et aux bandes de motards criminalisés.

Des armes à feu achetées légitimement aux États-Unis et importées en contrebande en Ontario sont vendues sur le marché interlope à des prix qui atteignent jusqu'à quatre fois leur coût original. Les contrebandiers utilisent leurs véhicules personnels pour les plus petits envois d'armes à feu. Les plus gros envois entrent en contrebande à la frontière par semi-remorque ou par bateau.

En Ontario, une opération d'infiltration récente a porté sur la contrebande d'armes illégales. On a repris 243 armes et inculpé 64 personnes. On a aussi repris des biens volés, des véhicules et des drogues illicites.

Les territoires des Premières nations, en particulier Akwesasne, semblent offrir une voie d'acheminement importante pour la contrebande d'armes à feu illégales à destination du Canada.

En 1998, deux vols importants ont été commis dans des commerces d'armes à feu en Nouvelle-Écosse. Dans un cas, 56 armes de poing ont été volées d'un magasin d'armes dans une région rurale de la Nouvelle-Écosse. On a plus tard retrouvé 18 de ces armes à Halifax. Un second vol a rapporté 17 armes à ses auteurs, incluant neuf armes de poing.

À Terre-Neuve, le transport illégal d'armes à feu se fait sur une échelle plus modeste et met en cause des organisations criminelles locales. La plupart des armes à feu illégales importées dans la province proviennent de l'Ontario et du Québec. Elles sont importées du continent assez facilement par automobile, par camion de transport, par service de messagerie et par d'autres méthodes.

### **Crime organisé dans les ports de mer**

Les organisations criminelles se sont infiltrées dans l'infrastructure des ports de mer du Canada, pour contrôler le gros de la contrebande qui entre par les ports.

Cette tendance s'apparente à l'infiltration criminelle des entreprises légitimes partout au Canada pour faciliter activités criminelles. La capacité de faire passer la contrebande non détectée par un port d'entrée est essentielle au succès de beaucoup d'entreprises criminelles. L'infiltration criminelle d'un port se fait habituellement en plaçant des membres, des acolytes, des parents et des amis dans des postes légitimes au port et on emploie souvent l'intimidation des ouvriers réguliers du port pour obtenir leur collaboration ou leur silence.

Cette présence permet aux organisations criminelles d'acquérir des connaissances précieuses sur l'importation et les formalités portuaires et de surveiller toute activité d'application de la loi au port. Elle leur permet aussi de faciliter le déplacement de la contrebande dans les ports et de la dissimuler en attendant sa distribution. Elle facilite aussi le détournement de produits d'importation légitimes vers le marché illégal ainsi que l'exportation du Canada de produits illégaux, tels que les véhicules volés, destinés aux consommateurs d'autres pays.

Le crime organisé exerce une présence particulièrement envahissante dans les trois grands ports de conteneurs maritimes : Vancouver, Montréal et Halifax. Les organisations criminelles de souche italienne entretiennent depuis longtemps des liens avec des employés de nombreux ports canadiens. Il y a également de nombreuses organisations criminelles de moindre importance qui opèrent indépendamment des grandes organisations criminelles. Ces organisations plus petites trempent dans le chapardage opportuniste de cargaisons de marchandises importées.

Toute une variété de produits illégaux entre au Canada par les ports de mer, y compris les drogues, l'alcool, le tabac, les armes à feu et les immigrants illégaux. Cependant, les drogues illégales représentent la plus grande menace. L'interdiction des drogues et des autres produits de contrebande se trouve compliquée par le fait que plus de 700 000 conteneurs marins entrent au Canada

chaque année. L'examen du conteneur est difficile et fastidieux et même avec un ciblage minutieux et les renseignements disponibles, on ne fouille qu'un faible pourcentage des conteneurs. Malgré cela, Douanes Canada a saisi, avec l'aide de la GRC et d'autres organismes d'application de la loi, des quantités importantes de drogues entrées au Canada par les ports de mer.

## **Véhicules volés**

Certains véhicules volés sont exportés en contrebande aux États-Unis, mais les destinations principales sont les pays de l'Europe de l'Est, de l'Asie du Sud-Est, du Moyen-Orient, de l'Afrique, des Antilles et de l'Amérique du Sud, où il y a peu de concessionnaires locaux et où les véhicules importés sont assujettis à des tarifs élevés. À l'étranger, les voitures de luxe peuvent souvent être vendues pour au moins deux fois leur valeur en Amérique du Nord. L'Ontario et le Québec restent les centres d'activité du vol d'automobiles au Canada. Les voitures sont acheminées aux ports canadiens pour expédition outre-mer ou sont transportées aux États-Unis, pour y être revendues ou transbordées dans des ports des États-Unis.

Les ports de Vancouver et de Halifax sont populaires auprès des contrebandiers de véhicules volés. En 1998, par exemple, 15 véhicules volés à Montréal et à Toronto ont été retrouvés à Halifax, prêts à être exportés. Les petits ports, comme Shelbourne, en Nouvelle-Écosse, sont également utilisés. Si les ports plus petits ne peuvent pas traiter les gros volumes des grands ports, la présence des services de répression y est également moins grande. Par ailleurs, certains contrebandiers expédient des véhicules volés par rail jusqu'aux ports des États-Unis, en profitant du fait que les autorités américaines sont moins susceptibles de s'intéresser de près à des marchandises provenant du Canada qu'à des marchandises arrivant d'outre-mer.

En général, seulement 15 des quelque 50 automobiles volées chaque jour dans la région du Grand Toronto sont retrouvées. Des réseaux organisés volent des

véhicules dans les entrées des résidences, dans les rues, les terrains des concessionnaires et les stationnements des aéroports. Certains véhicules sont volés à leurs propriétaires à la pointe d'un revolver. Aucune organisation criminelle n'exerce un monopole particulier sur le vol d'automobiles, cependant les organisations criminelles de souche est-européenne, italienne et asiatique sont impliquées.

*Perspective*

- Les organisations criminelles continuent d'importer en contrebande des produits traditionnels comme le tabac et l'alcool, mais ils explorent activement les possibilités offertes par de nouveaux produits comme les bijoux et les armes.
- Il existe toujours un fort lien entre le commerce de la drogue et les armes illégales. Au Canada, les armes à feu importées en contrebande, incluant les armes neutralisées remises en état de fonctionner par des armuriers, se retrouvent aux mains de passeurs de drogue et d'organisations criminelles.
- Le crime organisé va continuer d'exercer son influence dans les ports canadiens qui vont demeurer des points d'importation importants pour toutes sortes de produits de contrebande.
- La plupart des organisations criminelles demeurent impliquées dans l'exportation de véhicules volés, en expédiant certains véhicules en dehors du pays par les ports de mer.

## MIGRATION ILLÉGALE

### Faits saillants

- La contrebande de migrants illégaux au Canada est une entreprise lucrative et en pleine croissance. Les contrebandiers peuvent arracher de fortes sommes d'argent aux personnes désireuses d'émigrer.

### *Aperçu*

La contrebande de migrants illégaux résulte directement des bouleversements politiques et des difficultés économiques à l'étranger. Selon l'Organisation des Nations unies, il y aurait environ 125 millions de migrants de par le monde, dont près de 15 millions ont été amenés par des réseaux de contrebande d'illégaux dans leur pays actuel.

On estime que les contrebandiers d'illégaux s'enrichissent de 9,5 milliards de dollars par année, soit le double des gains annuels du célèbre cartel de la cocaïne de Medellin au faîte de sa puissance. On retrouve des réseaux impliqués dans ce trafic un peu partout dans le monde, notamment au Sri Lanka, en Turquie, au Pakistan, en Iran, en République populaire de Chine (RPC), en Thaïlande, en Inde, au Kenya, au Brésil, en Colombie, aux États-Unis et au Canada.

Les organisations de contrebande d'illégaux exigent de 5 000 \$ à 50 000 \$ É.-U., selon la destination et la complexité de l'itinéraire emprunté. Ce prix comprend habituellement les faux documents et les billets d'avion et l'utilisation des refuges et les services de contacts au cours du voyage.

Dans la plupart des cas, les organisations de contrebande d'illégaux actives au Canada sont vaguement associées aux grandes organisations criminelles ou totalement indépendantes. Mais au niveau international, les organisations criminelles transnationales comme les triades, le DAI HUEN JAI et les groupes de souche est-européenne, s'occupent de la plupart des aspects de la contrebande d'illégaux.

Les territoires des Premières nations situés à la frontière de l'Ontario et des États-Unis serviraient beaucoup à la contrebande d'illégaux. On a aussi fait entrer des illégaux aux États-Unis à certains endroits en bordure de la rivière Niagara. Le crime organisé de souche autochtone continue de profiter de cette contrebande. Il s'associe aux membres des groupes du crime organisé de souches asiatique et italienne, ainsi qu'aux bandes de motards criminalisés.

**Perspective**

- La contrebande d'illégaux va demeurer un problème. Les organisations criminelles peuvent s'attendre à un profit élevé sur l'investissement en s'exposant à des peines relativement mineures en cas de condamnation.
- Au Canada, la contrebande d'illégaux met en scène les citoyens qui commettent une infraction isolée en escortant, par exemple, un parent, aussi bien que des organisations multinationales très étendues et très puissantes associées au crime organisé.

## LE CRIME ORGANISÉ ET LA NOUVELLE INDUSTRIE MINIÈRE DIAMANTIFÈRE

La première mine de diamants au Canada, la mine d'Ekati, située juste au nord de Yellowknife, est officiellement exploitée depuis le mois d'octobre 1998 par la firme BHP. Elle doit rapporter au gouvernement fédéral des redevances de 60 à 70 millions de dollars par année. Une autre société, la Diavik Diamonds, compte lancer l'exploitation d'une mine vers 2001 ou 2002. Une cinquantaine de compagnies font aussi de l'exploration dans la région, certaines à des étapes plus avancées que d'autres.

Des enquêteurs collaborent avec les responsables de la sécurité de la mine pour s'assurer qu'il existe des mesures de protection adéquates afin d'éviter les problèmes. Les pertes dues au vol peuvent varier de 7 à 30 %. Le blanchiment d'argent et la manipulation boursière sont parmi les formes de criminalité associées à l'industrie diamantifère. L'activité criminelle peut même s'étendre aux industries secondaires : tailleurs, polisseurs, bijoutiers en gros et au détail.

Comme on importe déjà des diamants au Canada pour la taille, les organismes d'application de la loi peuvent difficilement savoir d'où proviennent certains diamants et s'ils ont été obtenus de façon légale.

L'Australie a obtenu un certain succès en utilisant une technique d'identification des diamants que l'on étudie en ce moment au Canada. Cette technique permettrait de connaître la source des diamants saisis et d'exposer les déclarations trompeuses.

Selon des sources internationales policières et industrielles, le crime organisé trempe souvent dans la contrebande et le vol au détriment de l'industrie minière. Les autorités mènent déjà des enquêtes ayant trait aux diamants bruts et des sujets reliés au crime organisé on fait surface dans certains dossiers.

Historiquement, il n'y avait aucune loi au Canada régissant les diamants bruts. Cependant, on a apporté récemment des modifications aux articles 394 et 656 du *Code criminel*, touchant justement la possession illégale, les dispositions de perquisition, ainsi que l'achat et la vente de diamants bruts.

## JEU ILLÉGAL

### Faits saillants

- Le Service canadien de renseignements criminels a lancé une initiative nationale sur le jeu illégal en partenariat avec l'Ontario Illegal Gaming Enforcement Unit (OIGEU).

### *Aperçu*

Les revenus du jeu au Canada ont atteint 4,8 milliards de dollars entre 1992 et 1998, augmentant de plus de 76 %.

Historiquement, le jeu illégal a toujours été la chasse-gardée du crime organisé. La menace d'infiltration des maisons de jeu légal par le crime organisé demeure présente.

Les éléments criminels sont très conscients du fait que les infractions relatives au jeu illégal ne font pas partie des priorités d'enquête dans bon nombre de provinces. On est peu incité à consacrer des ressources précieuses à des enquêtes sur le jeu illégal, en particulier là où l'on impose des peines minimales dans le cas de crimes non violents.

Le prêt usuraire associé aux casinos et visant les joueurs compulsifs ou pathologiques, présente un risque additionnel. Les joueurs qui s'endettent envers

ces criminels peuvent s'en remettre au crime pour payer leurs dettes et assouvir leur vice.

Les machines de jeu illégal rapportent des profits énormes. Les criminels utilisent les revenus non déclarés de ces machines pour financer d'autres activités criminelles comme le trafic des drogues, le recyclage d'argent et les entreprises criminelles. Les loteries illégales canadiennes et étrangères, la distribution de billets détachables non autorisés, le pari au livre et les maisons de jeu illégales sont également des formes de jeu illégal.

Il ne fait aucun doute que le crime organisé tire profit du jeu illégal. C'est pourquoi le Service canadien de renseignements criminels a lancé une initiative nationale de lutte au jeu illégal en 1998, en partenariat avec l'Ontario Illegal Gaming Enforcement Unit.

L'Ontario Illegal Gaming Enforcement Unit (OIGEU) compte 40 enquêteurs qui travaillent dans cinq régions de la province. En 1998, les appareils de pari vidéo, les maisons de jeu illégales et les paris illégaux constituaient les principaux défis de l'OIGEU. Au cours de l'année, l'OIGEU a saisi 950 appareils de pari vidéo valant quelque trois millions de dollars. Elle a également saisi du matériel de jeu et de l'argent dans des maisons de jeu. Elle a déposé des accusations contre 495 personnes relativement à 787 infractions en matière de jeu. Il en a coûté plus d'un million de dollars aux personnes trouvées coupables, sous forme d'amendes, de confiscations et de remises de produits de la criminalité.

Voilà le genre d'actions que le Service canadien des renseignements criminels compte promouvoir dans son initiative nationale de lutte au jeu illégal.

### **Perspective**

- Avec la mise en oeuvre d'un projet sur le jeu illégal au SCRC et l'influx correspondant de renseignements sur le jeu, on en saura davantage sur l'ampleur du problème.

## **CRIMINALITÉ TECHNOLOGIQUE**

### **Faits saillants**

- Les outils de piratage informatique deviennent de plus en plus pernecieux et les technologies utilisées pour communiquer ou dissimuler l'identité et les données de l'utilisateur sont de plus en plus conviviales.
- La fraude sur l'Internet risque de nuire au commerce électronique légitime.
- La juridiction complique infiniment les enquêtes sur les délits informatiques. L'élaboration de codes de déontologie, de lois et de réseaux de communication fonctionnels est une tâche complexe et fastidieuse.

### **Technologie et criminalité**

Bien que la technologie ne modifie pas fondamentalement la nature de la criminalité, elle permet aux criminels de fonctionner de manière plus sécuritaire, plus efficace et plus clandestine qu'auparavant. L'Internet est à la fois une source d'information, un moyen de communication et un outil de travail en pleine évolution.

Bien qu'il soit principalement utilisé à des fins légitimes, le réseau ne fait pas de distinction entre usagers légitimes et illégitimes et il convient parfaitement aux

activités criminelles comme la fraude, le trafic de la drogue et la pédopornographie.

Au Canada, la criminalité technologique entraînerait des pertes de près d'un milliard de dollars par année. Ce chiffre ne tient pas compte de la valeur inestimable de l'information perdue dans un monde où l'on compte de plus en plus sur la technologie.

## **Internet**

Il existe de nombreux logiciels de piratage pour s'introduire par effraction dans un ordinateur et lire, dérober ou modifier des données. Les pirates peuvent être sollicités par des groupes du crime organisé ou en faire partie. Grâce à des outils de piratage l'intrus peut, par le biais d'Internet, contrôler ou gérer à distance l'ordinateur d'une tierce personne à son insu.

Les programmes destinés à dissimuler l'identité et l'information vitale de l'utilisateur prolifèrent sur Internet. Par ailleurs, la stéganographie consiste à dissimuler des fichiers à l'intérieur de fichiers. À l'intérieur du contexte de l'ordinateur, on peut dissimuler des fichiers texte, image, son ou vidéo derrière une image. Un « système de téléavertisseur » sur Internet alerte l'utilisateur qu'un autre utilisateur vient de se connecter; les deux peuvent alors discuter, s'envoyer des messages ou échanger des fichiers en temps réel. Tous ces outils sont disponibles gratuitement sur Internet. Bien qu'ils soient très utiles pour assurer le caractère privé des communications entre les utilisateurs légitimes d'Internet, les policiers constatent de plus en plus fréquemment que les criminels exploitent ces avantages aussi.

La Canadian Association of Internet Providers (CAIP) est une association bénévole de fournisseurs Internet canadiens. Le code déontologique de la CAIP préconise la collaboration des fournisseurs Internet avec les fonctionnaires gouvernementaux et les organismes d'application de la loi afin de clarifier les

diverses fonctions des fournisseurs Internet. De plus, ce code vise à protéger la vie privée des utilisateurs en ne divulguant de l'information aux services d'application de la loi qui si la loi l'exige.

## **Fraude sur Internet**

On assiste à une hausse de la fraude en valeurs mobilières sur Internet. La valeur des titres peut varier en fonction des rumeurs qui circulent sur les sites Web, dans les groupes de discussion ou qui sont propagées à travers les messages électroniques. Il existe des sites d'opération sur valeurs, mais aucun courtier ne surveille ou ne contrôle ce genre de rumeurs, en dépit des apparences. C'est pourquoi les acheteurs sont vulnérables à la fraude. Il arrive souvent que des sites d'opération sur valeurs sans scrupules persuadent les acheteurs d'acheter des actions dont la valeur est exagérée. Ces derniers peuvent même être amenés à vendre des actions de grande valeur en échange d'actions improductives, non autorisées ou carrément inexistantes.

Les sites de vente aux enchères tiennent lieu de point de vente pour acheteurs et vendeurs et déclinent toute responsabilité quant aux articles exposés sur leurs sites. Dans certains cas, on y a vendu des logiciels piratés. De même, certains clients n'ont jamais reçus les biens achetés et payés par le biais de ces sites.

Globalement, le Canada est devenu un hardi promoteur du commerce électronique. La fraude sur Internet risque de compromettre l'intégrité des sites légitimes et d'affecter la confiance du consommateur dans le commerce électronique.

## **Jurisdiction**

Si les données informatiques et électroniques (Internet) sont accessibles à partir de n'importe quel réseau dans le monde, elles sont généralement stockées sur un serveur qui relève d'une juridiction particulière. Aussi, de par la nature de

l'échange des données, les enquêtes sur les délits informatiques s'étendent généralement au-delà des frontières nationales. Les enquêtes sont complexes, car le réseau Internet n'est pas réglementé de la même façon partout. De même, les lois et accords internationaux sont inadéquats au regard des enquêtes sur les délits informatiques.

Un pirate destructeur « passera » par autant de réseaux possibles pour brouiller les pistes et franchira généralement un certain nombre de juridictions. Ainsi, le cauchemar technologique qui consiste à retracer le pirate se double du cauchemar juridictionnel qui consiste à s'assurer que le dépistage est légal.

Souvent, l'enquêteur doit saisir les données en temps réel s'il ne veut pas risquer de les perdre. D'autres fois, le simple fait de localiser l'auteur d'un site Web ou une adresse électronique peut exiger des heures de travail et d'efforts. Pour y parvenir, il faut un solide réseau de contacts, une bonne coopération entre les organismes d'application de la loi, des juges connaissant suffisamment les réalités technologiques pour délivrer des mandats de perquisition et des fournisseurs Internet qui emmagasinent les données concernant le site Web et les journaux de courrier électronique.

Tous ces enjeux font l'objet de discussions dans les forums nationaux et internationaux; cependant, élaborer des codes de déontologie, des réseaux de communication, des ententes et des lois internationales est une tâche complexe et laborieuse.

**Perspective**

- Les outils de piratage et les programmes cryptographiques seront de plus en plus conviviaux et insidieux, ce qui favorisera l'activité criminelle.
- Les problèmes de juridiction continueront d'entraver considérablement la progression des enquêtes complexes sur les délits informatiques.

## L'AN 2000 ET LA MENACE CRIMINELLE

Le problème de l'an 2000 soulève plusieurs inquiétudes en matière d'application de la loi. Par exemple, on a embauché un grand nombre de gens aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé pour corriger les code de données et les anomalies des puces informatiques.

À cause de l'urgence de la situation, on a dû parfois adoucir ou suspendre les protocoles habituels de sécurité du personnel.

L'infrastructure critique, un groupe d'entités clés du gouvernement et du secteur privés qui fournissent des services essentiels au fonctionnement de la société, devient vulnérable pendant qu'on procède à des modifications et à des remplacements de technologie en prévision de l'an 2000.

On a mis en oeuvre le projet SOLSTICE, un effort concerté de plusieurs organismes incluant la GRC, le Service canadien de renseignements criminels, le ministère de la Défense nationale, le Service canadien du renseignement de sécurité, les services canadiens d'application de la loi et DOMUS Security Division Group LGS Inc., pour compléter les projets entrepris pour l'an 2000 par les ministères fédéraux et les organismes d'application de la loi.

L'objectif du projet SOLSTICE est de prévenir et de détecter toute activité criminelle qui pourrait menacer sérieusement l'infrastructure canadienne pendant la transition à l'an 2000.

Avec la participation des membres de l'infrastructure, les enquêteurs affectés au projet SOLSTICE visent à sensibiliser les gens, à écarter toute menace criminelle et à continuer de garder contact et de collaborer avec les principaux membres de l'infrastructure tout au long de l'année 2000.

## **À PROPOS DE CE RAPPORT**

Le rapport annuel du SCRC de 1999 sur le crime organisé a pour but de présenter une vue d'ensemble des groupes criminels et de leurs activités, établie à partir des rapports de renseignements et des rapports d'enquête d'organismes d'application de la loi au Canada et à l'étranger. Le SCRC se fonde notamment sur les renseignements que lui fournissent les organismes membres partout au Canada. Le SCRC collabore aussi avec la Direction des renseignements criminels de la GRC pour ce qui touche la collecte et l'analyse des renseignements sur le crime organisé, ainsi que la rédaction et la production du présent rapport.

Grâce à ce rapport, nous voulons aussi sensibiliser le public afin qu'il nous donne son appui. Si la police veut faire échec au crime organisé, elle doit pouvoir compter sur la collaboration de citoyens qui s'intéressent à ce qui se passe dans leurs quartiers.

Les partenariats que forment les services de police et les organismes d'application de la loi sont de la plus haute importance. Ceux-ci doivent non seulement unir leurs efforts, mais aussi s'allier aux décideurs et au public. Ce rapport vise donc à aider nos partenaires à dresser des plans stratégiques, ainsi

qu'à favoriser la collaboration entre tous les organismes qui luttent contre le crime organisé.

Le SCRC axe ses activités de surveillance sur les priorités nationales en matière de crime organisé, notamment les organisations de souches asiatique, est-européenne, et italienne et les bandes de motards hors la loi, et fait rapport de ce qu'il constate. Il se penche aussi sur l'exploitation sexuelle des enfants dans le cadre de projets de renseignements et a mis en place un bureau de la contrebande qui couvre entre autres le crime organisé de souche autochtone, le trafic d'armes à feu et la présence du crime organisé dans les principaux ports. Ce rapport traite aussi de nouveaux enjeux et de questions qui touchent nos partenaires, dont le jeu illégal et les crimes technologiques. La table des matières regroupe tous les sujets auxquels s'intéressent tant le SCRC que ses partenaires.